

Editorial

Avenir de la mémoire.

par Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM

Sommaire

3
Dossier Stratégique

17
Portrait du mois

18
Livre du mois

19
Ouvrages reçus

25
Actualité

Directeur de publication:
Frédéric Charillon

Rédacteur en chef:
Contre-Amiral
Jean-François Morel

Coordination:
Caroline Verstappen

Edition-Maquettage:
Olivia Ronsain
Roxane Lauley
Ruth Bernabé Palanca

Webmestre:
Nicolas Segall

Suivez nous sur



En ces temps de commémorations importantes, et structurantes pour la société qui est la nôtre, interrogeons le statut politique et social de la mémoire, ainsi que son avenir. Concept fort mobilisé dans les politiques d'Etat, mais réputé en sciences sociales pour sa complexité et ses pièges, la mémoire est d'autant plus mouvante qu'elle s'examine aux confins d'autres notions, comme l'identité, l'histoire, la culture, l'éducation... La mémoire a-t-elle des fonctions ? Comment se fabrique-t-elle et s'entretient-elle ? Comporte-t-elle des dangers ? Comment la réinventer demain ?

Des fonctions, la mémoire en a assurément, et les auteurs sont légion à s'y être penchés (A. HOUZIAUX, *La mémoire pour quoi faire ?*, P. RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, M. HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Y. DELOYE, *Sociologie historique du politique...*). Ciment national, armature de socialisation, raison d'un vivre ensemble, la mémoire est à la fois un agrégat de souvenirs individuels et collectifs vécus, pour les uns, la représentation transmise d'un passé non vécu, pour d'autres. Elle fait revivre, par le souvenir direct ou le témoignage, des moments forts qu'elle sacralise à l'occasion pour en faire des points de repère collectifs, dont la lecture peut d'ailleurs varier avec le temps (comme la « Grande guerre patriotique » en URSS puis en Russie). Elle permet à cet égard de rassembler, de respecter, de se situer. **Rassembler** d'abord, en permettant à des individus qui ne se rencontreront jamais physiquement, de faire communauté autour de ces points de repères (B. ANDERSON, *Imagined Communities*). Presque toutes les familles françaises ont été touchées par la Grande guerre : elles savent avoir cela en commun, même si elles n'en parleront jamais toutes ensemble. **Respecter**, ensuite, en rappelant ce qu'a signifié pour d'autres avant nous, parfois venus d'ailleurs, le prix de la liberté et de la démocratie que l'on goûte aujourd'hui. La célébration du débarquement du 6 juin 1944, des soldats qui l'ont réalisé, des concepteurs qui l'ont pen-

sé, des résistants qui l'ont préparé à leur échelle et dans les conditions que l'on sait, participe de cet apprentissage nécessaire du respect. **Se situer** ensuite, car les peuples ont des histoires communes qu'ils ont appris à maintenir (pour les Alliés américains, britanniques et français), ou à surmonter (avec nos voisins allemands). Dans les deux cas, le travail commun de mémoire est gagnant : se rappeler ce qui nous a unis, savoir ce que nous avons su dépasser pour vivre désormais ensemble, façonne chaque jour l'identité.

Cette mémoire ne tombe pas de nulle part. Elle s'entretient et fait l'objet de politiques publiques. Par les commémorations (O. IHL, *La fête républicaine*), par la production d'un discours (M.-Cl. LAVABRE, « De la notion de mémoire à la production de mémoires collectives »), ou d'une éducation (L. de COCK, E. PICARD, *La fabrique scolaire de l'Histoire*), elle se diffuse. Elle s'écrit, surtout, et s'élabore : qui la fabrique, et a-t-elle des arrières-pensées ? Le débat sur l'écriture de l'histoire comme paramètre de la mémoire est connu (P. VEYNE, *Comment on écrit l'Histoire*, M. FERRO, *Comment on raconte l'histoire aux enfants*), et mène à la question de l'usage politique du passé (F. HARTOG, J. REVEL, *Les usages politiques du passé*). On glisse alors vers les pièges de la mémoire, à ne jamais sous-estimer. Le premier d'entre eux est celui de **l'occultation**, qui transforme les pages peu glorieuses en tabous, puis en accès de fixation. La mémoire est alors « empêchée », ce qui – les psychanalystes le savent – finit toujours mal. Dans la mémoire de guerre, éviter ces zones d'ombre est chose particulièrement difficile, et le rôle des historiens dans les démocraties n'en est que plus fondamental. Le deuxième piège est celui de la **division**, ou « l'Histoire comme champ de bataille » (E. TRAVERSO), lorsque la mémoire se fait plurielle, s'écrit dans le divorce, chacun de son côté, parfois au sein d'une même nation. C'est là tout le défi de la problématique *mémoire et réconciliation*, pour les sociétés convalescentes, du Cambodge à

l'Afrique du Sud, des Balkans à l'ancien bloc de l'Est en passant par les anciennes dictatures sud-américaines, lorsque la mémoire, par une douleur trop forte, ne rassemble plus. Lorsqu'elle n'est plus partagée. Enfin, la **manipulation** de la mémoire reste d'actualité, plusieurs décennies après les grandes époques de la propagande. Manipulation par invention d'un passé qui ne fut jamais celui que l'on veut imposer aux esprits. Manipulation par exhumation, par résurgence, des pages douloureuses destinées à raviver des plaies dans une entreprise de violence à venir (à l'image de Slobodan Milosevic remettant au goût du jour après 1989, et à l'occasion de son 600^e anniversaire, la Bataille du Champ des Merles au Kosovo, en même temps que l'ennemi « turc »). Manipulation sur les origines, et donc sur l'appartenance des lieux, des territoires ou des symboles (« cela nous a appartenu, donc cela nous appartient » : l'affaire de Crimée nous le rappelle aujourd'hui).

Quand bien même la vigilance contre ces dangers, en démocratie, serait intacte, à quoi donc doit servir la mémoire ? Pourquoi se souvenir ? D'abord pour **assumer** son histoire : la guerre en fait presque toujours partie, elle ne fut pas toujours juste ni intégralement héroïque, elle le fut aussi néanmoins, et rares sont les Etats à échapper à cette règle. Le reconnaître, l'examiner, permet ensuite de **comprendre**, et c'est là un deuxième objectif. Comprendre la sociologie de l'héroïsme et le pourquoi du non-héroïsme, comprendre ce que furent les comportements en temps de guerre, aide notablement à construire la paix. Enfin, la mémoire permet de **se projeter**, au nom d'une continuité et des acquis parfois chèrement payés : ni la frénésie de l'avenir dans l'ignorance du passé, ni l'obsession du passé (qui peut signifier celle du déclin) sans nouveau grand dessein, sans projet cohérent, ne sont bonnes conseillères d'une nation.

Si ces considérations ne sont pas nouvelles, l'acte de mémoire connaît aujourd'hui **un triple défi**, de nature à modifier sa signification comme ses modalités. Le premier défi consistera bientôt à devoir **se souvenir sans les acteurs**, c'est-à-dire sans les vétérans. Passer de la mémoire vécue à la mémoire transmise, comme on le voit déjà pour la Grande guerre après la disparition du dernier Poilu, change naturellement les mécanismes de la mémoire et de son entretien. Car le devoir de mémoire consiste certes toujours, au fil de ce processus, à rendre hommage à des hommes, mais de plus en plus aussi à célébrer des valeurs. Les valeurs en démocratie étant celles de la paix, survient un autre défi : **commémorer pour prévenir**, et non plus pour célébrer. Prévenir de nouvelles tensions avec l'autre plutôt que lui rappeler sa défaite. Se réjouir de la paix consolidée plutôt que de se satisfaire de la victoire passée. Insister sur le partage de la victoire (par exemple avec ceux qui, en Allemagne, ont résisté au nazisme), plutôt que de capitaliser sur elle, en termes de « réparations » hier, ou de « rang » aujourd'hui. Cela implique, on l'imagine, un travail important sur soi et sur ce qui fut pendant longtemps l'essence du patriotisme. Enfin, il faut imaginer ce qui sera – ce qui est déjà – la commémoration, **la mémoire, à l'heure des nouvelles communications** (M. CREPON, « La mémoire des guerres. A propos de la modernisation des commémorations », J. GARDE-HANSEN et al., *Save as...*

Digital Memories). Dans son travail de thèse sur Les représentations du passé soviétique dans la Russie actuelle (Paris II, sous la direction de J. CHEVALLIER, 2014), Elena MORENKOVA attire notre attention sur l'individualisation croissante de la mémoire à l'heure du numérique. La 'commémoration en ligne', prévient-elle à partir de l'étude de cas russe, annonce une mémoire davantage familiale que nationale. A l'évidence, et même si les manifestations de ce phénomène ne seront pas les mêmes partout, il importe de se préparer aux nouveaux vecteurs de la mémoire, aux nouveaux instruments du souvenir, aux nouvelles quêtes personnelles de la commémoration.

Frédéric Charillon
Directeur de l'IRSEM

Dossier stratégique

Quelles stratégies étatiques dans le monde arabe face au jihadisme ?



AVERTISSEMENT: Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs. Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense, ou d'une autre institution.

Editorial: Quelles stratégies étatiques dans le monde arabe face au jihadisme ?

Flavien Bourrat

Lutter contre le jihadisme en Tunisie, une équation complexe face à un défi nouveau

Flavien Bourrat

L'Etat égyptien face au jihadisme dans le Sinäi

Tewfik Aclimandos

La politique sécuritaire des autorités yéménites contre Al-Qaïda

Dominique Thomas

Editorial: Quelles stratégies étatiques dans le monde arabe face au jihadisme ?

Par Flavien Bourrat, responsable de programmes Afrique du Nord, Moyen-Orient à l'IRSEM

Une nouvelle donne issue des ruptures politiques et institutionnelles

Expression la plus radicale de ce qui est convenu d'appeler la mouvance islamiste, le jihadisme contemporain (ou salafisme-jihadiste) se distingue, sur le plan idéologique, par son rejet de la modernité politique incarnée par l'Etat-Nation, et au niveau des modes d'action par l'usage de la violence. Depuis sa naissance dans les maquis afghans des années 1980 jusqu'à son basculement et sa montée en puissance dans les pays du monde arabe au cours des années 1990, ce phénomène a constitué, à des degrés d'intensité divers dans l'espace comme dans le temps, un défi sécuritaire majeur pour les Etats de la région. La réponse apportée par ces derniers a, dans un premier temps, privilégié l'usage de la force, ou, pour employer une expression en vigueur lors de la guerre civile algérienne, une politique d'éradication. Le contexte de « guerre globale contre la terreur » né des attentats du 11 septembre, s'il a suscité de nouvelles vocations au sein de la mouvance jihadiste, en dépit des coups portés à la direction du réseau Al Qaida par les Etats-Unis, a été reçu par les régimes arabes les plus engagés contre ce courant comme un encouragement, la promesse d'un soutien international et enfin une légitimation rétrospective de leur choix en faveur d'une politique éradicatrice. Pour autant, les acteurs étatiques engagés dans cette lutte ont pris conscience à ce moment que les moyens policiers et militaires ne suffisaient pas à enrayer une menace qui prenait racine sur un terreau idéologico-religieux particulier. Par conséquent, les politiques de répression devaient s'accompagner d'un double processus de désengagement : faire sortir les militants jihadistes de la clandestinité et des maquis, et de déradicalisation : les faire renoncer, par un travail de « rééducation », aux idéologies radicales et aux méthodes violentes. On a ainsi assisté, à partir du milieu des années 2000, à la mise en place d'initiatives étatiques basées sur l'amnistie et la rééducation, là où le jihadisme était le plus actif : « Prevention, Rehabilitation and Aftercare » en Arabie Saoudite, « Comité Yéménite pour le dialogue » mis en place par le gouvernement de Sanaa, processus de déradicalisation en Egypte s'appuyant en particulier sur les positions publiques de l'ex émir du groupe al Jihad, réintégration des éléments terroristes et radicaux en Algérie initiée en 1999 par la « Concorde civile » et institutionnalisée en 2005 avec l'adoption de la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale ». Ces politiques, associant actions éducatives et juridiques avec le maintien d'une pression militaro-sécuritaire, a incontestablement abouti à des résultats sans qu'il soit toutefois possible d'en évaluer la part jouée par chacun des deux modes d'action. Le bilan final est apparu en fin de compte assez contrasté d'un pays à l'autre. On a pu ainsi constater que l'efficacité de moyens mis en avant dépendait de l'environnement social, culturel et politique. Là où ce dernier restait dégradé, comme en Algérie ou au Yémen, une violence jihadiste persistait, et parfois se régénérait en dépit de succès obtenus par les appareils étatiques.

Le cycle de ruptures en chaîne, provoqué par les Révolutions arabes à partir de janvier 2011 et non achevé à ce jour, a bouleversé cette architecture sécuritaire en redonnant aux mouvements jihadistes une visibilité et un regain d'activité. Cette évolution particulièrement visible dans les pays où les révoltes ont abouti à un renversement du pouvoir en place : Tunisie, Libye, Egypte et Yémen, s'est opérée en trois temps. Au départ, elle a été rendue possible par l'affaiblissement des appareils sécuritaires – en particulier policiers – sur lesquels les gouvernements appuyaient leur politique d'investigation et de répression, intervenu conjointement avec la libération de militants jihadistes. Dans un second temps, ces derniers ont, plus par opportunisme que par conviction, cherché à s'insérer dans le nouveau champ politique, pluraliste et libéralisé, insistant davantage sur la prédication que sur le jihad (sauf en Syrie), mais refusant d'être institutionnalisés. A l'issue d'élections ayant amené au pouvoir des mouvements se réclamant de l'islamisme politique, ces derniers ont opté pour une démarche pour le moins ambiguë vis-à-vis de la mouvance salafiste jihadiste, cherchant, dans le cas tunisien, à les « récupérer » pour les canaliser ou s'en faire, le cas échéant, des alliés politiques; soit, dans le cas égyptien, à recycler d'anciens responsables au sein de hautes fonctions officielles ou pour jouer les médiateurs avec les jihadistes présents dans le Sinaï. Enfin, le troisième moment a été marqué par une reprise en main sécuritaire dans la plupart des Etats concernés : au printemps 2012, avec la reprise par les forces gouvernementales yéménites du contrôle du gouvernorat d'Abyan, auparavant occupé par Al Qaida dans la Péninsule Arabique (AQPA); en juin 2013 après le renversement du gouvernement Frères Musulmans par l'armée égyptienne; enfin avec le classement fin août 2013 par le gouvernement tunisien d'al Ansar al Charia, principale organisation jihadiste tunisienne, comme mouvement terroriste. La conséquence de ce tournant a été de priver les jihadistes de la latitude d'action, soit politique soit territoriale, qu'ils avaient auparavant, et de les inciter à reprendre ou à intensifier la violence armée ou terroriste.

Dossier stratégique

Les cas de la Syrie et de la Libye sont quelque peu différents, car la situation qui y prévaut depuis les insurrections de 2011 s'apparente clairement à une guerre civile dans le premier cas, avec un contexte de forte conflictualisation entre des mouvements jihadistes et le régime en place, et à un semi-chaos politico-sécuritaire dans le second cas, qui favorise l'implantation d'éléments radicaux sur toute l'étendue du territoire. Enfin, sont concernés des pays non touchés par les révolutions, mais marqués par une implantation jihadiste active déjà ancienne, comme l'Algérie avec Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) et l'Irak, avec l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL). Dans ces deux cas de figure se superpose une violence d'origine intérieure avec un activisme présent dans les pays voisins eux-mêmes, touchés par des situations de conflictualité ou de fragmentation (Syrie, Libye, Mali).

La nécessité d'ancrer la politique anti-terroriste sur plusieurs dimensions

Un constat s'impose pour les Etats arabes, touchés ou non par des soulèvements populaires : la violence jihadiste sur leur territoire est devenu un phénomène résilient, en ce sens qu'on ne parvient pas à l'éradiquer malgré des moyens considérables mis en œuvre. Il apparaît en même temps mutant, à savoir qu'en dépit des coups qui lui sont portés, ses protagonistes renouvellent constamment les rangs de leurs combattants, s'adaptent aux évolutions intérieures et régionales sans changer pour autant leurs objectifs et leur référentiel idéologique. Face à ce qui paraît être un échec des politiques étatiques dans leur volonté d'éradiquer la violence jihadiste, la tentation existe de rendre responsables les choix opérés par les acteurs politiques et sécuritaires, notamment le fait de privilégier les moyens coercitifs mis en œuvre par l'« Etat profond », à savoir les forces armées et les services de sécurité. En fait, deux difficultés majeures se posent désormais en matière de lutte anti-terroriste. D'une part, la violence jihadiste se développe ou se revitalise à partir de foyers de tensions régionaux, qu'un gouvernement national ne peut par définition maîtriser. Ensuite, les stratégies à mettre en œuvre, de l'aveu même des autorités, doivent s'appuyer simultanément sur plusieurs axes clairement définis et complémentaires : le renforcement des capacités opérationnelles, la coopération régionale, des politiques de terrain visant le tissu local, social et religieux.

Le renforcement des capacités opérationnelles : restructuration et mutualisation

La reprise en main sécuritaire répond à une nouvelle orientation de la violence jihadiste dans le monde arabe découlant des récentes évolutions politiques. Celle-ci se caractérise non seulement par une situation de confrontation armée directe de ces groupes avec des Etats affaiblis, mais aussi par leur reterritorialisation, avec la prise de contrôle, même partielle, de portions de territoires destinées à devenir des sanctuaires à partir desquels se mettent en place des réseaux logistiques, et qu'ils tentent parfois d'administrer comme dans l'ouest de l'Irak. Face à cette nouvelle donne à laquelle ils n'ont globalement pas été préparés, les appareils militaro-sécuritaires sont contraints de s'adapter tant au plan des moyens que des méthodes, d'autant plus que les groupes jihadistes disposent de capacités offensives inédites, ayant bénéficié de la mise en circulation massive d'armement, corrélative aux situations insurrectionnelles intervenues depuis 2011. C'est en particulier le cas d'Ansar Bayt al Maqdis, principale organisation jihadiste implantée dans le Sinaï, qui dispose de missiles sol-air perfectionnés. L'autre difficulté qui se pose aux forces gouvernementales tient au fait que souvent (notamment en Tunisie, en Egypte et au Yémen), les jihadistes étaient déjà sur zone avant les soulèvements populaires, ce qui conforte leur implantation sur leur terrain et leur force de frappe.

Si les capacités techniques - confortées au besoin par des appuis extérieurs¹- dont disposent les armées et les services de police face à une menace asymétrique ne font pas défaut dans la plupart des cas, c'est sur la restructuration de ces mêmes forces de sécurité que l'effort est porté. Il s'agit en particulier de mutualiser les moyens et de combiner l'action des services de sécurité intérieure avec celle des militaires, ces derniers prenant, en tant que coordinateurs de la lutte anti-terroriste, un ascendant qui leur faisait généralement défaut auparavant. Cette politique doit s'accompagner d'une reprise en main des organes de sécurité intérieure, très discrédités sous les régimes précédents, mais dont la déstructuration intervenue à l'issue des soulèvements a le plus souvent généré une démotivation et un manque de professionnalisme. La neutralité des appareils de sécurité, qui suppose la mise à l'écart des responsables trop liés à l'ancien système conjointement avec le fait d'empêcher l'infiltration en leur sein d'islamistes radicaux, est également un impératif pour mener à bien la lutte contre les groupes jihadistes.

La coopération régionale : une orientation nécessaire et inédite dans la zone

L'idée de mutualiser les politiques sécuritaires pour faire face aux mouvements jihadistes ne s'est imposée que très récemment auprès des Etats arabes. Auparavant, hormis des réunions annuelles rassemblant les ministres de l'inté-

Dossier stratégique

rieur des pays de la Ligue arabe, les politiques de lutte contre l'islamisme radical relevaient des agendas intérieurs. En outre, les échanges dans ce domaine sensible entre tous – il n'existait pas alors de coopération opérationnelle – étaient entravés par un sentiment général de défiance parfois alimenté par le comportement ambigu de certaines capitales face aux agissements de cette mouvance hors de leur territoire. Les contextes de crise sécuritaire apparus dans la foulée des soulèvements arabes ont profondément modifié cet état de fait, partant du constat que la déstabilisation du voisin n'était plus, le cas échéant bénéfique, mais au contraire menaçant pour sa propre sécurité. Désormais, le risque que font peser les organisations jihadistes sur l'ensemble de la région² à la faveur de l'affaiblissement des Etats et du contrôle exercé aux frontières, sachant aussi que les menaces étaient mieux identifiées auparavant, a convaincu les gouvernants de la région de mettre en commun renseignements et moyens opérationnels.

Ce sont donc des coopérations sécuritaires multiformes qui se mettent en place, indépendamment de la nature des régimes politiques. Ainsi, l'Egypte, qui est particulièrement exposée compte tenu de sa position géographique centrale, apparaît la plus éclectique, collaborant avec les pays du Maghreb mais aussi avec deux régimes aussi antinomiques et ennemis vis-à-vis l'un de l'autre que le sont le syrien et le saoudien ; enfin avec le voisin israélien, avec qui la coopération semble s'être accrue par rapport à l'ère Moubarak, sur les périlleux dossiers du Sinaï et du Hamas. Par contre, si l'Arabie saoudite est très engagée au côté du Yémen dans la lutte contre AQPA, au sein de laquelle se trouvent encore nombre de ressortissants saoudiens, il n'est pas certain que la coopération sécuritaire avec cet acteur soit acceptée partout. Les récentes résolutions de Riyadh à empêcher ses ressortissants d'aller faire le jihad sur les terrains régionaux sont essentiellement à usage interne et n'ont probablement pas dissipé la méfiance et les doutes quant aux relations équivoques entretenues par l'Etat saoudien avec la mouvance salafiste-jihadiste du monde arabe. Cette volonté de coopérer dans le domaine sécuritaire se heurte également à la fragilisation, voire, dans les cas de la Libye et de l'Irak, à la déstructuration de l'Etat central et de ses outils militaires et sécuritaires. En effet, la portée d'accords de coopération sécuritaire récemment signés – notamment avec le pouvoir libyen – peut se trouver singulièrement limitée par l'absence d'organismes centralisés, cohérents et compétents, le tout sur fond de militarisation de la société.

L'action en direction de la société civile et des populations

Partant du constat que l'usage - même discriminé - de la force ne suffisait pas à éradiquer la violence jihadiste, les Etats arabes sont amenés à intégrer dans leur démarche de contre-insurrection l'idée qu'il convient également de « gagner les cœurs et les esprits », notamment auprès des populations les plus vulnérables à l'idéologie jihadiste. Cette orientation a été mise en œuvre au cours de la décennie précédente en Irak, non pas par des gouvernants arabes, mais par le biais de la politique de *surge* appliquée par le général Petraeus. Il s'agit de couper l'insurrection ou les mouvements terroristes de leurs relais au sein des populations civiles pour bénéficier en retour du soutien de ces dernières, grâce à une amélioration et à une recomposition du tissu économique et social. Le ressentiment exprimé par certaines couches de la population à l'encontre de l'Etat, (particulièrement marqué dans le sud algérien, dans le nord ouest de la Tunisie, en Cyrénaïque, dans le Sinaï, dans l'ouest de l'Irak) qui ne se limite pas nécessairement aux régions les plus délaissées, appelle un réinvestissement de ce dernier, sachant en outre que l'obtention de renseignements opérationnels repose sur une osmose entre la population locale et les appareils militaro-sécuritaires. Parallèlement, là où le fait tribal est une réalité, les gouvernements s'emploient à coopter des milices constituées sur cette base afin qu'elles combattent, en tant que supplétifs des forces gouvernementales, les groupes jihadistes. Cette politique, menée en Irak et au Yémen, n'est cependant pas sans risque car elle encourage la formation de forces paramilitaires ayant leur propre agenda et constituant *in fine* un élément de tension supplémentaire. Enfin, les politiques dites de déradicalisation, amorcées dans la décennie précédente, tendent à se généraliser. Par ce mode d'action, qui emprunte plusieurs voies (redynamisation du soufisme, de l'islam populaire, encouragement au salafisme prédicatif, reprise du contrôle des mosquées) les gouvernements visent à agir en amont pour délégitimer l'idéologie jihadiste. L'efficacité de ces moyens reste toutefois à prouver, si l'on en juge au rejet dont ils font l'objet auprès des jeunes des milieux populaires.

Notes de bas de page :

1. Il s'agit de coopération de type classique, incluant notamment des livraisons de matériel de guerre. Les frappes ciblées au moyen de drones contre des responsables d'AQPA menées par les Etats-Unis au Yémen sont par contre un cas isolé.
2. De fait, il existe actuellement un véritable continuum de la menace jihadiste, allant à l'est, de l'Irak à l'Egypte en passant par la Syrie, et s'étendant, à l'Ouest, du Sahel à la Libye en passant par l'Algérie et la Tunisie.

Dossier stratégique

Lutter contre le jihadisme en Tunisie, une équation complexe face à un défi nouveau

Par Flavien Bourrat, responsable de programmes Afrique du Nord, Moyen-Orient à l'IRSEM

Durant les vingt-trois années de pouvoir de Zine el Abidine Ben Ali, l'appareil d'Etat tunisien, s'appuyant sur un appareil sécuritaire hypertrophié, au prix d'un verrouillage extrême du champ politique et d'une impitoyable répression de la mouvance islamiste, avait empêché l'émergence de groupes jihadistes privilégiant l'action violente. Cette situation singularisait la Tunisie par rapport au reste du monde arabe qui connaissait, durant la même période – le cas le plus marquant étant celui de la guerre civile en Algérie – un plus ou moins haut niveau de violence, notamment terroriste, perpétrée par des acteurs se réclamant du courant salafiste jihadiste. Tout au plus évoquait-on dans les cercles sécuritaires l'existence d'un Front islamique tunisien, clandestin et né en 1986 d'une scission du mouvement islamiste Ennahdha, dont il était parfois qualifié de bras armé. Dans ce contexte, l'attentat suicide contre la synagogue de la Ghriba en avril 2002, inspiré par Al Qaida, bien qu'étant un acte isolé, avait toutefois pris de court des milieux sécuritaires tunisiens probablement trop confiants dans leurs capacités à prévenir tout acte terroriste. Mais ce sont davantage les événements de Soliman, au tout début de l'année 2007, où avait été démantelé, au terme d'affrontements à la périphérie de Tunis, un groupe armé visant à créer des cellules de soutien logistique à la mouvance jihadiste régionale, qui avait constitué un avertissement pour les autorités tunisiennes. Ces événements démontraient en effet que le pays, en dépit du maillage sécuritaire, pouvait abriter sur son territoire des structures jihadistes opérationnelles.

La Révolution ayant conduit à la chute de Ben Ali en janvier 2011, et le processus de transition politique et institutionnel qui s'en est suivi, ont, de manière logique dans un tel contexte de rupture, conduit à un affaiblissement des structures de l'Etat en charge de la sécurité et corrélativement à une dégradation de la situation sécuritaire. Celle-ci, dominée au départ par des actes de délinquance et de prédation, a progressivement glissé vers des formes de violence structurées, idéologisées et privilégiant le terrorisme comme mode d'action. Cette évolution a connu sans conteste une forte impulsion suite au renversement du régime de Kadhafi au terme d'une guerre civile, dont la principale conséquence est le semi-chaos qui caractérise désormais la situation intérieure libyenne. A cela s'est ajouté le départ - et pour certains, déjà le retour - de plusieurs milliers de jeunes tunisiens vers la Syrie, nouveau centre du jihad international. Mais aux répercussions d'une instabilité régionale en passe de devenir structurelle, se sont ajoutés à partir de 2012 les effets d'une crise politique interne et du jeu de certains acteurs, parfois directement impliqués dans la gestion des affaires publiques. Tous ces facteurs ont abouti, à partir de 2012, et surtout durant l'année suivante, à la montée en puissance sur le territoire tunisien de groupes radicaux se réclamant du salafisme-jihadiste, dont le plus notoire est *Ansar al Charia*, bénéficiant d'une implantation locale et se livrant à des actions violentes contre les forces de sécurité du type de celles observées durant la guerre civile en Algérie (embuscades, attaques armées, implantations de mines), à un niveau d'intensité toutefois nettement moindre. Ces événements, inédits dans l'histoire contemporaine du pays, ont été pris très au sérieux par les forces armées et de police, principales cibles des jihadistes, et de manière plus ambiguë par le pouvoir politique, conduisant ces différents acteurs à réagir pour enrayer la montée de ce phénomène et empêcher en particulier la création de foyers locaux de terrorisme. Le défi n'en reste pas moins considérable pour les autorités étatiques, car le pouvoir en place ne peut désormais s'appuyer sur les méthodes en vigueur à l'époque de Ben Ali, basées essentiellement sur la surveillance et la répression policières. Ces dernières, pour efficaces qu'elles aient été en leur temps, ne sont plus compatibles avec le nouvel environnement régional mais plus encore avec le fonctionnement institutionnel et les principes déontologiques portés par la Révolution de janvier 2011. A l'adaptation et au renforcement des moyens techniques et opérationnels engagés dans la lutte contre les mouvements extrémistes armés doit désormais se superposer une démarche s'appuyant à la fois sur un environnement politique assaini et stabilisé, mais aussi sur un rapprochement avec les populations les plus ciblées, socialement et géographiquement, par la mouvance radicale. La clef du succès de l'Etat et de la société tunisiennes dans la lutte contre le jihadisme, tâche qui s'inscrit dans la durée, repose sur ce montage complexe associant des démarches en apparence contradictoires mais qui ne doivent pas être dissociées l'une de l'autre.

Comment adapter l'outil sécuritaire tunisien au défi jihadiste

Le 5 mars 2014, le gouvernement tunisien a procédé à la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis le déclenchement de la Révolution. Cette décision, souhaitée au sommet de l'Etat et des forces armées, était sans cesse repoussée par ces derniers en raison de la persistance des tensions et des violences dans le pays. Elle ne vise pas, comme a tenu le gouvernement lui-même à le préciser, à alléger le dispositif chargé de la sécurisation du territoire, mais au contrai-

Dossier stratégique

re à permettre aux structures qui en ont la responsabilité de se consacrer pleinement à cet objectif, centré sur la double mission complémentaire de surveillance des frontières et de lutte contre l'extrémisme armé.

L'armée en première ligne

Il est coutume, d'affirmer, surtout à l'extérieur de la Tunisie, que les forces armées tunisiennes ne sont pas adaptées à la lutte contre le terrorisme, ce qui explique leur difficulté à venir à bout des maquis jihadistes dont l'épicentre se situe au Jebel Chambi, à la frontière centre-ouest du pays. Cet argument, souvent mis en avant concernant l'armée algérienne aux prises avec la violence armée dans les années 90, n'est ici que partiellement recevable. Les militaires tunisiens sont en effet capables – et ils l'ont démontré au cours des trois dernières années – d'assurer ou rétablir l'ordre et la sécurité – à l'échelle nationale, que se soit dans les centres urbains, le long des axes de circulation ou sur les frontières. Cela leur vaut un respect et une confiance réaffirmés de la part de la majorité de la population. Les moyens matériels – modestes au regard de ceux de leurs voisins – dont ils disposent ne constituent pas non plus un handicap majeur, compte tenu de la faible superficie du territoire national. Enfin, on y retrouve au niveau des structures de commandement un professionnalisme avéré qui s'accompagne d'une neutralité partisane. La difficulté qui se pose à eux réside davantage dans leur capacité à investir et contrôler des « micro-terrains », à la fois zone d'implantation et de soutien des éléments jihadistes. Il n'est dans ce cas pas fortuit que le nouveau « patron » (il n'existe pas de chef d'état-major en titre) de l'armée tunisienne, le général Mohamed Salah Hamdi, soit expert dans ce domaine, ayant commandé auparavant les forces spéciales et ayant à ce titre dirigé les opérations contre le « groupe de Soliman » en janvier 2008.

Pour le moment, la priorité immédiate pour l'armée est de déployer ses pleins moyens actifs, facilitée en cela par la levée de l'état d'urgence, de manière à mieux contrôler les frontières, notamment dans les zones désertiques au sud du pays. Elle a obtenu à ce titre en août 2013 la création de zones militaires tampons aux frontières avec l'Algérie et la Libye, avec la possibilité, en cas de besoin, d'en interdire l'accès ou les déplacements de population. Le fait que les militaires coordonnent les activités de l'ensemble des organes sécuritaires dans ces zones tampons et y dirigent les patrouilles mixtes confirme le rôle moteur – et nouveau – des forces armées dans la lutte contre le terrorisme et les activités gravitant autour.

La nécessaire mais difficile mutualisation des moyens de renseignement et de lutte contre le jihadisme

Au moment de quitter ses fonctions de chef d'état-major des armées et dans le contexte marqué par le développement des actes de violence dans le Jebel Chambi, le général Rachid Ammar avait insisté sur la nécessité de faire reposer le contre-terrorisme sur une véritable coordination, notamment en matière de renseignement, entre les divers services concernés, qui avait fait défaut jusqu'à présent. Il préconisait en particulier la création d'une agence de sécurité nationale, disposant de moyens amples et de responsabilités élargies, placée directement sous l'autorité du chef de l'état.

A l'époque de Ben Ali, une telle coordination n'existait pas, l'essentiel de la répression contre l'extrémisme religieux était de la responsabilité exclusive des puissants services du ministère de l'intérieur, tandis que la surveillance des frontières, notamment dans la partie nord du pays, était l'apanage de la Garde Nationale, corps d'aspect militarisé, mais dépendant de la police. Le contexte créé par la Révolution n'a pas atténué, bien au contraire, la défiance et l'absence de dialogue entre les deux ministères. A la désorganisation et à la démotivation touchant les services de l'intérieur se sont ajoutés le manque de professionnalisme et l'engagement partisan et idéologique de nouveaux responsables de cette administration. Cette perte d'efficacité et de crédibilité a accentué la défiance à l'encontre des services de police, d'autant plus qu'elle s'est accompagnée de soupçons, de la part des militaires, d'un noyautage de la Garde Nationale par des éléments islamistes radicaux. La nomination en mars 2013 d'un ministre de l'intérieur réputé neutre et compétent en la personne de Lotfi Ben Jeddou, maintenu à ce poste depuis, a permis une reprise en main, au plan technique, administratif et juridique, des services de police, et leur redéploiement progressif dans les zones où ils étaient absents ou inopérants depuis la Révolution. Par ailleurs, la création de patrouilles mixtes le long des frontières les plus sensibles est un premier pas, mais demandant à être renforcé. Néanmoins, le défi posé par le développement du jihadisme, couplé à des activités de contrebande et de trafic d'armes et de stupéfiants dans les régions frontalières requiert une mutualisation des missions menées par les appareils sécuritaires qui, s'ils doivent conserver leur spécificité, sont complémentaires. Il convient en outre de renforcer les capacités d'analyse des services de renseignement et de restaurer le maillage sécuritaire, sans retomber dans les travers et les excès du précédent régime. Au principe de « diviser pour mieux régner » en vigueur au temps de l'autoritarisme doit se substituer une réforme en profondeur du système de sécurité tunisien, qui passe effectivement par la création d'une structure de coordination dans la lutte anti-terroriste. Pour que celle-ci soit efficace, elle ne doit pas moins s'appuyer sur un cadre politique et institutionnel solide et légitime.

Dossier stratégique

Les bénéfiques pour la Tunisie d'une coopération anti-terroriste à l'échelle du Maghreb

Alors qu'elle apparaissait clairement comme une nécessité depuis le déclenchement de la guerre civile des années 90 en Algérie, la coopération sécuritaire entre les Etats du Maghreb n'avait pas connu de réelles avancées. Les crises libyennes et sahéliennes, si elles ont rendu le « sanctuaire » tunisien perméable et vulnérable aux incursions jihadistes et aux trafics d'armes, ont, paradoxalement, conduit sinon contraint les Etats maghrébins à développer une coopération sécuritaire, pour l'essentiel le long de leurs frontières communes. C'est en toute logique avec l'Algérie, échaudée par l'attaque du complexe de Tiguentourine en janvier 2013 par des jihadistes venus de Libye, et par la montée en puissance de *katibas* dans le jebel Chambi à quelques kilomètres de sa frontière, que les relations dans ce domaine connaissent le plus fort développement. Cette coopération est notamment facilitée par la mise en place d'un renforcement considérable du dispositif sécuritaire côté algérien, qui, couplé à la création de zones tampons par les autorités tunisiennes, a eu pour premier effet de d'éliminer des infrastructures logistiques et de rendre beaucoup plus difficile le franchissement de la frontière, que ce soit par des éléments extrémistes ou par des contrebandiers. Du côté libyen, la coopération sécuritaire, en dépit d'une volonté partagée à Tunis et Tripoli est rendue très aléatoire par la faiblesse de l'Etat libyen et l'absence de structure de défense et de sécurité cohérentes à l'échelle nationale. La coopération n'en est pourtant que plus nécessaire avec ce voisin en proie à un semi-chaos, à la présence d'éléments jihadistes (notamment tunisiens, parmi lesquels Abou Iyadh, chef de la branche tunisienne d'Ansar al Charia) disséminés sur toute l'étendue de son territoire et qui y bénéficie de petits camps d'entraînement, par lequel transite des armes mais aussi les militants tunisiens de retour du jihad en Syrie. Une réunion tenue à Ghadamès en janvier 2013 entre les trois chefs de gouvernement tunisien, algérien et libyen témoigne néanmoins d'une volonté de mutualiser la surveillance des frontières et l'échange de renseignements à l'échelle régionale.

Le concours indispensable de la classe politique et de la population

Le succès dans l'éradication de la violence jihadiste en Tunisie ne peut pas reposer uniquement sur le renforcement des moyens technico-opérationnels et de la coopération interservices, mais suppose également une attitude consensuelle de la part des différents courants politiques autour de cet objectif, une désidéologisation de l'enseignement religieux et des lieux de cultes et enfin une synergie des services de l'Etat avec la société civile. Il s'agit là du volet « politico-social » de l'action publique contre l'extrémisme armé, trop longtemps négligé ou rejeté tant à l'époque de Ben Ali que sous le gouvernement de la Troïka, mais qui est indissociable du renforcement et de l'adaptation de l'outil sécuritaire.

Pour beaucoup de Tunisiens, la reprise en main de la situation sécuritaire face aux activistes jihadistes est corrélative au départ du précédent gouvernement, dominé par le parti islamiste En Nahdha, et son remplacement par une équipe de technocrates non partisane chargée de mener à bien le processus de transition politique. Au-delà des arguments polémiques et d'instrumentalisation que se renvoient dos à dos les deux principaux courants de la scène politique, ce constat n'est pas infondé, même si le classement d'*Ansar al Charia* comme mouvement terroriste a été décidé en août 2013, sous la pression des événements, par l'ancien premier ministre nahdhaoui Ali Larayedh. Il est incontestable que la direction d'En Nahdha et ses relais au sein du pouvoir ont joué ces deux dernières années un jeu ambigu, sinon dangereux avec les courants les plus radicaux de l'islamisme tunisien, dont elle escomptait recueillir, même à minima, le soutien en vue des prochaines échéances électorales. Cette démarche lui est désormais impossible depuis la désignation d'*Ansar al Charia* comme organisation terroriste. A l'inverse, d'aucuns font remarquer qu'en abandonnant toute tentative d'institutionnalisation d'un mouvement de ce type, on la pousse à se radicaliser. Pourtant, si les autorités de l'Etat ne peuvent négocier avec la mouvance salafiste jihadiste, elles ont néanmoins la possibilité d'ouvrir des canaux de dialogue avec ses partisans, en y associant les autres courants politiques et religieux, afin d'espérer aboutir à une sorte de pacte visant à dénoncer l'usage de la violence. C'est dans cet esprit que le ministre de l'intérieur a récemment évoqué une loi dite « de miséricorde et de repentir », visant par une double démarche de désengagement et déradicalisation, à réintégrer dans la société les militants salafistes jihadistes, à l'exclusion des membres d'*Ansar al Charia* et d'al Qaida. La question se pose cependant de savoir sur quel relais le gouvernement peut s'appuyer dans cette démarche. L'islam institutionnel qui fonctionnait sous le régime précédent a dès 2011 perdu son rôle de régulateur du domaine religieux, à travers notamment le contrôle des mosquées. Pour autant, le précédent ministre des affaires religieuses, appartenant au courant salafiste prédicatif, a évincé au cours de l'année passée les imams jihadistes qui avaient pris le contrôle de mosquées, pour certaines « stratégiques », en les remplaçant par des membres d'En Nahdha. Son remplaçant au sein du gouvernement de Mehdi Jomaa a un profil apparemment plus neutre, mais il est trop tôt pour évaluer les capacités du gouvernement à maîtriser ce processus.

L'Etat égyptien face au jihadisme dans le Sinaï

Par Tewfik Aclimandos, chercheur associé au Collège de France

Une préoccupation majeure et durable

L'Égypte du 30 juin 2013, pouvoir et société confondus, se perçoit comme un pays assiégé, entouré de pays ou de régimes hostiles. Le Soudan et Gaza sont gouvernés par des organisations très proches des Frères Musulmans¹. Ces derniers ainsi que d'autres courants islamistes sont une force majeure, voire dominante, en Libye. A l'intérieur même du pays, deux affrontements sont en cours. Dans la vallée du Nil, le premier oppose les forces de l'ordre - essentiellement la police mais aussi l'armée - aux groupes terroristes, qu'ils soient d'obédience Frères ou jihadistes. Le cours des choses peut changer, mais pour le moment, l'État égyptien semble en mesure de remporter la bataille, et le pari des islamistes - provoquer des désertions massives d'appelés entraînant l'effondrement des troupes du régime - a été perdu. L'issue de la seconde bataille, qui se déroule dans le Nord Sinaï, opposant pour une grande part l'armée mais aussi la police, aux diverses organisations jihadistes, est plus incertaine, même si la situation s'est améliorée pour le pouvoir au cours des dernières semaines.

L'implantation jihadiste dans le Nord Sinaï, a qualitativement et quantitativement, changé de visage après la révolution du 25 janvier 2011 et après l'arrivée au pouvoir, fin juin 2012, des Frères Musulmans et du président Morsi. On est passé de 100/150 jihadistes en janvier 2011 à une dizaine de milliers (7000 selon les estimations basses, 20 000 selon les estimations pessimistes). Le pouvoir actuel considère à ce titre que les Frères Musulmans ont sciemment laissé, voire aidé les jihadistes à affluer vers la péninsule et qu'ils ont négocié avec certains d'entre eux un accord, via Muhammad al Zawâhirî, garantissant que ces jihadistes n'attaqueraient pas Israël en échange de certaines concessions. Cette accusation est d'ailleurs au centre de l'argumentaire de l'armée et du Maréchal al Sissi contre les Frères. Une telle présence demeure un défi sérieux en soi, mais aussi parce que ces jihadistes menacent la région du Canal de Suez et le gouvernorat d'al Sharqiyya, voire au-delà, plusieurs de leurs opérations ayant visé Le Caire.

D'une manière générale, la péninsule va rester, pendant quelque temps, le principal casse tête sécuritaire de tout régime égyptien, du fait de sa topographie désertique et montagneuse, de l'étendue du littoral (Le Sinaï constitue 6,1% de la superficie de l'Égypte mais environ 30% de ses côtes), des multiples réseaux de trafics (armes, stupéfiants, médicaments, voitures volées, immigration clandestine, contrebande avec Gaza), enfin de l'implantation jihadiste. Le rapport du pouvoir central aux populations bédouines est lui aussi problématique. Certes, certaines tribus sont les clientes de l'État central, d'autres son ennemi, avec au sein de chacune, une minorité qui fait autre chose que ce que les chefs préconisent. Mais le mal est plus profond et des spécialistes font observer que les interactions État/tribus opposent ou lient deux mondes complètement différents, ne se comprenant pas, aux imaginaires respectifs séparés par des fossés peut-être infranchissables, même quand les acteurs surmontent leurs préjugés. L'État n'a pas les instruments lui permettant d'appréhender l'être « bédouin du Sinaï » et les habitants de la péninsule ne voient dans le Léviathan de la vallée du Nil qu'un Béhémoth du livre de Job. D'autant plus que le problème a été aggravé par la sauvagerie aveugle de la répression consécutive aux premiers attentats jihadistes en 2004, par les pratiques de punition collective, ou par les multiples discriminations dont les membres des tribus font l'objet. De fait, les nombreux groupes jihadistes peuvent compter sur la sympathie, voire plus, d'une partie de la population bédouine, comme l'illustre la relative popularité des tribunaux chariatiques instaurés par des militants proches de cette mouvance.

Il est de surcroît très difficile de recenser les acteurs impliqués dans la crise et leurs interactions. En laissant de côté les possibles voire probables interventions de services de renseignement et bailleurs de fonds régionaux (Iran, Hezbollah, Qatar, Turquie), on doit par contre évoquer les multiples prises de position et instructions données par les théoriciens jihadistes de l'extérieur, tels le jordanien Abû Muhammad al Maqdisî ou le « takfiriste² » wahhabite saoudien Abî Munzir al Shanqîti³. D'autre part, certaines opérations montées dans le Sinaï semblent avoir été le fait de groupes ou d'équipes non implantées dans la péninsule, comme par exemple l'assassinat de l'officier de la Sécurité d'État Abû Shaqra. On rappellera enfin l'importance des contingents de jihadistes étrangers, palestiniens, yéménites ou autres, implantés dans le nord du Sinaï. Ces derniers, ainsi que leurs homologues Égyptiens, sont mieux formés que ceux des précédentes générations. Ils ont été entraînés au Pakistan, en Afghanistan ou en Syrie et ont une expérience du combat. De plus, ils sont mieux armés, ayant réussi à abattre des hélicoptères de l'armée. Les autorités égyptiennes ont arrêté dans la banlieue du Caire, dans un appartement qui semble appartenir à un Frère Musulman, un cadre important de l'organisation al Qaida, un certain Tharwat Shihâta et le rôle de ce dernier dans la coordination inter-

Dossier stratégique

groupes dans le Sinaï n'est pas encore très claire, pas plus que la cartographie des groupes y opérant. A titre d'exemple, Ansar Bayt al Maqdis, présentée comme le mouvement le plus puissant, est à la fois une organisation réelle et une bannière empruntée par d'autres groupes. Ce qui apparaît certain, c'est que ces groupes sont pluriels, qu'ils comportent au moins plusieurs milliers de membres, et qu'ils se coordonnent entre eux et probablement avec les Frères Musulmans.

Le paramètre Hamas

Les rôles du Hamas, des islamistes et des jihadistes de Gaza sont difficiles à cerner. Les autorités égyptiennes ont toujours soutenu qu'il était impossible d'utiliser ou d'emprunter les centaines de tunnels qui reliaient, les dernières années, Gaza au Sinaï, sans que le Hamas ne le sache, tant la surveillance, côté palestinien, était étroite. Quoi qu'il en soit, depuis le 30 juin 2013, l'armée égyptienne a intensifié ses efforts pour détruire ces tunnels, mais une centaine au moins demeurent opérationnels. Cette entreprise constitue à la fois « une sanction » contre l'organisation islamiste palestinienne et une tentative d'assécher un des terreaux fournissant des combattants et des armes aux groupes implantés dans le Sinaï, même si ce n'est pas le principal, cette position revenant à la Libye et au Yémen. Concernant ce dernier point, des responsables sécuritaires égyptiens, des islamistes soudanais et des experts militaires égyptiens expatriés en Arabie Saoudite, affirment que le Yémen est une source majeure en armes et en hommes pour le jihad dans le Sinaï, qui transitent souvent par le Soudan et pénètrent clandestinement en Égypte. Malgré les nombreux check points surveillant l'accès au Sinaï à partir de la rive occidentale du Canal de Suez et un contrôle plus regardant de la part des autorités, les armes et les hommes continuent à parvenir à destination, même si c'est en quantité plus réduite.

Les organismes sécuritaires égyptiens, qui ont également arrêté des dizaines de combattants du Hamas dans le Sinaï, soutiennent la thèse que le Hamas a été, au moins durant les premiers mois après la chute du Président Morsi, en guerre, pour le compte des Frères Musulmans égyptiens, contre le nouveau régime. Mais des chercheurs égyptiens affirment que des messages ont été transmis du Caire vers Gaza, menaçant de recourir à une escalade sérieuse et que l'organisation islamiste palestinienne a récemment reconsidéré sa position.

Par ailleurs, il apparaît que la collaboration entre services égyptiens et israéliens - ces derniers étant très présents dans la péninsule - est particulièrement étroite. Il convient de voir sur ce point, qu'au départ, les organismes sécuritaires égyptiens étaient fortement handicapés, ayant perdu plusieurs cadres spécialistes du jihadisme, « épurés » pendant les deux ans ayant suivi la chute de Moubarak, et s'étant vus interdire par le président Morsi toute enquête - même de routine - sur les militants islamistes, toutes tendances confondues. Depuis, ces services semblent avoir progressivement rattrapé une partie de leur retard.

La campagne contre les implantations jihadistes : priorité aux moyens létaux

Le déroulement des opérations est difficile à restituer. Août et novembre 2013 semblent avoir été particulièrement meurtriers pour les forces gouvernementales, avec notamment la seconde attaque de Rafah en novembre. Mais ce même mois correspond à la période où de nombreux chefs jihadistes ont été arrêtés. Il apparaît qu'à un moment situé autour de février 2014, les autorités n'étaient pas satisfaites quant à la progression du dossier, et ont nommé en conséquence à la mi-mars un nouveau commandant de la Deuxième Armée. Il s'est dit aussi à ce moment, dans certains cercles cairotes, qu'une conséquence de l'offensive menée par l'armée égyptienne avait été de resserrer les liens entre les diverses mouvances islamistes présentes sur le terrain. En particulier, les takfiristes, qui initialement ne voulaient pas lancer immédiatement le jihad contre l'armée égyptienne, ne s'estimant pas prêts, étaient venus prêter main forte aux jihadistes qui subissaient l'assaut des forces étatiques.

Depuis cette période, des progrès notoires semblent avoir été accomplis, des observateurs indiquant que la « menace avait été réduite à un niveau très acceptable, même si elle n'a pas complètement disparu ». La situation sécuritaire s'est considérablement améliorée du côté d'al Arish et seules les régions de Rafah et d'al Shaykh Zuwayd sont encore très dangereuses. Le gouvernement central semble avoir tenté de s'assurer la collaboration de chefs de tribus et de l'avoir obtenue. Diverses informations laissent à penser qu'il a également accepté d'armer certaines milices tribales et de les associer à la chasse aux jihadistes. Le fait même qu'une douzaine de notables et autres chefs de tribus du Sinaï aient été assassinés par les jihadistes atteste de cette collaboration. Par contre, la couverture même des événements par la presse égyptienne montre indirectement l'importance des dommages collatéraux, dont se plaignent régulièrement les tribus : maisons rasées, bombardements de villages supposés abriter des jihadistes, utilisation indiscriminée

d'une puissance de feu beaucoup trop importante en réponse à des attaques terroristes.

Par exemple, la chasse aux combattants islamistes menée par la Deuxième Armée, se serait soldée, en huit mois de campagne, par 400 morts et plus de 850 blessés dans les rangs jihadistes ou takfiristes⁴ et les ingénieurs du génie de la seconde armée auraient détruit plus de 1350 tunnels reliant le Sinaï à Gaza. La même source affirme que les moyens choisis par l'armée ont radicalement changé après la perte de plusieurs appareils abattus par les jihadistes au moyen de missiles sophistiqués. Désormais, l'armée privilégie l'utilisation des missiles et l'usage de bombardements aériens contre ce qu'elle considère comme étant des positions jihadistes. Des dizaines de maisons ont ainsi été rasées et des villages ont été rayés de la carte, comme par exemple al Muqâta'a et al Tûma (village d'où est parti le missile qui a abattu un hélicoptère en début d'année). Par ailleurs, des centaines de huttes, et de motocyclettes sans plaque minéralogique ont été détruites. Enfin, le 7 mai au matin, l'armée s'est livrée à un bombardement intensif du Sud de Rafah sans que l'on connaisse encore le bilan, le réseau internet et les communications téléphoniques étant coupées dans cette région.

Il est trop tôt pour mesurer l'efficacité des forces d'intervention rapides créées par l'armée. On sait seulement que cette entreprise était en gestation depuis plus d'un an. Les militaires égyptiens affirment avoir besoin d'hélicoptères Apache, de drones, et de radars de surveillance des frontières. Mais l'installation de ces derniers sur la frontière orientale de l'Égypte leur est interdite par les accords de Camp David...

En fin de compte, la « bataille sécuritaire » est loin d'être terminée, malgré les progrès observés sur le terrain. De surcroît, les experts concourent pour affirmer qu'une victoire, en soi difficile, ne sera pas suffisante si un effort sérieux sur la « sécurité humaine » n'est pas consenti, si un plan de développement du Sinaï, tenant compte des cultures et des spécificités locales, n'est pas mis à exécution, si les tribus bédouines ne sont pas associées au partage des fruits de la mise en valeur ou de l'exploitation de la région. On pourrait ajouter à cela qu'un préalable nécessaire est l'amélioration des relations entre les représentants de l'État central et les bédouins, amélioration qui exige, entre autres, une révolution culturelle et une formation spécifique du côté des services étatiques, mais aussi une stratégie claire et flexible sur la question des trafics qui constituent l'essentiel de l'économie non touristique de la péninsule.

Notes de bas de page :

1. Dans ses statuts non publics, le Hamas se définit comme la branche des Frères en Palestine. La section des relations internationales du Hamas est dirigée par Muhammad Sawâliha, membre éminent de l'organisation internationale des Frères Musulmans. En outre, des Frères égyptiens siègent au *majlis shûra* du Hamas, son instance suprême. Muhammad Jum'a : « *Hamas ba'da suqûl al ikhwân fi Misr* » (*Le Hamas après la chute des Frères en Égypte*), cahiers stratégiques d'al Ahram, numéro 244, Le Caire 2013.
2. Le takfir est un concept clef de l'idéologie salafiste jihadiste qui consiste à déchoir un individu, un groupe, voire la société toute entière, de son statut de musulman.
3. Voir Ahmad Eleiba, *The Sinai of all fears*, 19 December 2013, al Ahram Weekly : <http://weekly.ahram.org.eg/News/4980/17/The-Sinai-of-all-fears.aspx> Et Ahmed Eleiba, *Egypt's Sinai: Mapping terror*, Monday 21 Apr 2014, Ahram online : <http://english.ahram.org.eg/NewsContentPrint/1/0/99478/Egypt/0/Egypt-Sinai--Mapping-terror.aspx>
4. Hebdomadaire al Dustûr, Le Caire, 8 mars 2014

La politique sécuritaire des autorités yéménites contre Al-Qaïda

Par Dominique Thomas, chercheur à l'EHESS, spécialiste des questions islamistes

Au Yémen, le processus de transition politique, qui a mis fin à la période du président Ali Abdallah Saleh en novembre 2011, s'est accompagné d'une profonde restructuration des forces armées et des services de sécurité. Dans une grande partie du pays, les éléments jihadistes se sont alors renforcés, profitant de la déliquescence des appareils de sécurité affaiblis par de nombreux changements imposés par le nouveau président intérimaire Abdel Rabbo Mansour Hadi. Al-Qaïda en Péninsule Arabe (AQPA) et sa vitrine locale, Ansar al-Sharia (AS), ont ainsi multiplié les actions d'envergure contre les forces armées yéménites (FAY) depuis 2013, en menant des attaques ciblées contre des bâtiments officiels de l'armée, en lançant une campagne d'assassinats contre des membres des forces de sécurité et en procédant à plusieurs enlèvements de ressortissants occidentaux.

Pour contrer cette montée en puissance jihadiste au Yémen, les autorités de transition ont décidé de lancer, fin avril 2014, une offensive d'envergure dans plusieurs secteurs du sud (en particulier dans les régions de l'Abyan et de Shabwa) afin de déloger les jihadistes de leurs positions. Il s'agit de la seconde opération majeure de ce type après les combats de mai 2012 qui avaient vu les forces armées reprendre plusieurs localités du sud du pays qui étaient tombées sous le contrôle des jihadistes d'AQPA et d'AS pendant les premiers mois de la contestation populaire contre le président Saleh au printemps 2011. Cette seconde offensive fait sans doute suite à la visite, en avril 2014, du ministre de la défense yéménite (le Général de brigade Mohammad Nasser) aux Etats-Unis. Celle-ci a confirmé en effet les convergences américano-yéménites qui existent en matière de lutte anti-terroriste (LAT) au Yémen. L'utilisation des drones, devenus l'« arme fatale » la plus utilisée au Yémen, a été confirmée et sera sans doute renforcée. La coopération et la formation des unités des FAY par des officiers américains dédiées à la LAT vont également être consolidées. De son côté, le ministre de l'intérieur (Abduh Hussein al-Tarab), auquel les Forces de sécurité spéciales (FSS) sont rattachées, poursuit ses consultations au sein des services de l'intérieur en vue d'améliorer l'efficacité de son ministère sur le plan sécuritaire. Le lancement des opérations militaires dans les provinces de Shabwa de l'Abyan (deux bastions forts d'AQPA) a pour objectif la sécurisation des routes principales par les FAY. La seconde étape de ce processus de « reconquête territoriale » devra être le déploiement de milices tribales localement formées à la lutte contre les groupes jihadistes, sur le modèle déjà mis en place en mai 2012 lors de la reprise des localités dans l'Abyan. Ainsi, ces nouvelles opérations sont symptomatiques d'une politique sécuritaire des autorités yéménites qui s'appuient essentiellement sur les quatre axes suivants : (i) Une assistance américaine déterminante dans le domaine du renseignement et des frappes aériennes ; (ii) un renforcement des capacités opérationnelles des FAY restructurées ; (iii) une coopération régionale avec l'Arabie saoudite, puissance majeure dans la péninsule arabe ; (iv) une politique de terrain qui tente de s'appuyer sur des milices tribales supplétives pour sécuriser les territoires où la présence des jihadistes demeure prégnante.

Les Etats-Unis au cœur de la lutte contre AQPA

L'administration militaire américaine est présente au Yémen dans la lutte contre Al-Qaïda depuis de nombreuses années, précisément depuis l'attaque contre le destroyer USS Cole de septembre 2000. C'est d'ailleurs au Yémen que la toute première opération de drone menée par la CIA fut mise en place, en novembre 2002, avec l'élimination d'un chef yéménite : Abu Ali al-Harithi. Les raids aériens menés en décembre 2009 dans le sud du pays, faisant suite à l'opération manquée contre le vol commercial Amsterdam-Détroit, ont précipité les régions de l'Abyan et de Shabwa dans un chaos sécuritaire qui a grandement facilité la prise de contrôle par AQPA de certaines localités de ces régions. Depuis 2011, Washington tente de mener une stratégie identique à celle qui prévaut dans la zone tribale pakistanaise : à savoir décapiter les organisations jihadistes en assassinant leurs principaux leaders par des frappes ciblées, qui ont nécessairement une incidence importante sur les recompositions des organigrammes et le fonctionnement de la mou-¹

Au-delà de cette stratégie, l'objectif pour les Etats-Unis est simple : la lutte contre AQPA est une priorité dans la logique de la guerre qu'ils mènent contre le terrorisme. Pour une parfaite efficacité dans la lutte contre les réseaux jihadistes, une coordination en matière de renseignement est nécessaire avec les appareils sécuritaires, afin de mener les frappes de drones. Le Bureau de la sécurité nationale, dirigée depuis 2013 par un militaire originaire de Shabwa, est devenu l'institution de pointe dans la LAT au Yémen. Elle bénéficie à ce titre d'une coopération et d'une assistance américaine importante.

Dossier stratégique

Une armée profondément restructurée

Le dossier sécuritaire, énoncé dans l'accord de transition de novembre 2011 (parrainé par les pays du Conseil de coopération du Golfe), s'annonce essentiel pour la stabilisation du pays. La contestation du régime, lancée en février 2011, avait eu pour conséquence une division *de facto* des FAY, partagées entre loyalistes (Garde républicaine, Sécurité centrale et unités sous commandement pro-Saleh) et révolutionnaires (1^{ère} Division blindée et unités favorables au général dissident Ali Muhsen). Le délitement des services de sécurité a en outre grandement favorisé la dégradation du climat sécuritaire dans le pays, entraînant l'émancipation des groupes rebelles régionalistes. A partir d'avril 2012, les nouvelles autorités de Sanaa, en particulier sous les conseils des Américains (pour la défense et les renseignements) et des Jordaniens (pour le ministère de l'intérieur) très actifs sur ce dossier, ont entamé une profonde restructuration des forces de sécurité rattachées aux ministères de la défense et de l'intérieur. Les premières mesures, prises entre avril et octobre 2012, ont consisté à écarter les principaux officiers supérieurs membres ou proches du clan de l'ancien président Ali Abdallah Saleh². Cette étape s'est traduite par un fort rééquilibrage entre officiers du nord et ceux originaires du sud qui, marginalisés depuis la guerre civile de 1994, ont été promus, profitant sans doute de la volonté du président Hadi, lui aussi originaire du sud, de favoriser des hommes de confiance pour asseoir sa fragile autorité. Plusieurs hauts officiers, membres du clan de l'ex-président et d'autres clans influents, ont été en outre affectés à des postes d'attachés de défense, d'ambassadeurs ou de conseillers.

Une seconde phase, entre décembre 2012 et avril 2013, a été plus axée sur la centralisation des commandements, une refonte des unités et un redécoupage des régions militaires (désormais divisées en sept nouvelles zones). La Garde républicaine et la 1^{ère} Division blindée ont été démantelées et leurs effectifs ont été intégrés dans un Etat-major unifié placé sous l'autorité conjointe du ministère de la Défense et de la présidence (le président Hadi étant le chef suprême des armées).

Bien qu'imparfaites dans leurs structures (des partisans de l'ancien président usent régulièrement de leur influence pour entraver la bonne mise en marche des nouvelles instructions), ces réformes ont progressivement contribué à augmenter la capacité opérationnelles des unités d'élites engagées dans la LAT, en particulier dans la capitale Sanaa et autour des sites économiques névralgiques du pays (terminaux pétroliers et gaziers qui donnent sur la mer Rouge et l'Océan Indien).

Une coopération régionale avec l'Arabie Saoudite indispensable

La sécurité et la stabilité du Yémen constituent toujours le fil rouge de la diplomatie saoudienne à l'égard de son voisin. Suivant le modèle expérimenté avec les clans tribaux, les Saoudiens diversifient leur soutien sécuritaire. L'ancien commandant de la 1^{ère} Division blindée, le général Ali Muhsen, devenu depuis mars 2013 conseiller du président en charge des questions sécuritaires, reste le premier bénéficiaire de l'aide saoudienne directe sur le plan sécuritaire. Il reçoit ainsi chaque année une aide estimée à environ 22 millions de dollars. Actionnaire dans de nombreuses sociétés yéménites et disposant de contact avec la mouvance islamiste d'al-Islah, Ali Muhsen, en tant qu'acteur économique, politique et militaire influent, représente un interlocuteur de poids pour les Saoudiens.

Pour Riyad, les deux menaces sécuritaires principales venant du Yémen sont clairement identifiées. La lutte contre AQPA reste le premier élément de préoccupation. D'ailleurs, ce dossier est géré par le ministère de l'intérieur, Mohammad ben Nayef, qui a la main sur les questions de LAT dans le royaume. Née en Arabie saoudite, AQPA a migré au Yémen et fusionné en 2009 avec les jihadistes yéménites. Plusieurs centaines de Saoudiens combattent dans ses rangs et de très nombreux Yéménites se sont radicalisés sur le territoire saoudien au contact de prédicateurs jihadistes. Même si le groupe n'a plus organisé d'actions sur le sol saoudien depuis août 2009 (tentative manquée d'assassiner Mohammad ben Nayef), les intérêts du Royaume au Yémen restent directement menacés : en mars 2012, le consul adjoint en poste à Aden a été enlevé et demeure toujours détenu, un autre diplomate a été assassiné à Sanaa en novembre 2012.

Durant les offensives militaires importantes des FAY (mai 2012, avril 2014) contre les jihadistes dans le sud Yémen, les services de sécurité saoudiens de l'intérieur ont financé des réseaux tribaux dans le sud pour la constitution des milices tribales supplétives au côté de l'armée yéménite. Les forces saoudiennes ont aussi livré du matériel militaire (aide logistique, ravitaillement en munition) à Sanaa. Enfin, de nombreux agents yéménites ont été recrutés à la solde des services saoudiens, à travers tout le pays, pour fournir le renseignement indispensable aux autorités qui traduisent ensuite les informations sur le plan opérationnel (raids aériens).

Dossier stratégique

Les tribus : un pivot local à risques de la LAT au Yémen

Pour lutter contre AQPA et Ansar al-Charia, les autorités ont grandement contribué à enrôler les chefs tribaux les plus opposés à l'autorité qu'exercent certaines figures jihadistes au niveau local. Cette politique de cooptation tribale avait déjà été expérimentée sous la présidence Saleh, notamment contre la rébellion zaydite des rebelles hawthistes. Pour contrer la diffusion du discours jihadiste, des éléments du mouvement islamiste al-Islah ont été recrutés au sein de ces comités populaires tribaux qui sont devenus de véritables structures paramilitaires supplétives des FAY. Cependant, une dérive progressive de ces milices a été constatée depuis 2011. Celles-ci souhaitent en effet tirer profit de trafics en tout genre et sont devenues un élément de tensions supplémentaires entre factions rivales dans le sud. Les comités tribaux sont également issus des milieux rémunérés par les différents courants du pouvoir: certains favorables à l'ex-président Saleh ou à l'actuel président Hadi et d'autres au dissident Ali Muhsen qui compte sur de généreux financements saoudiens que lui garantissent ses alliés tribaux. Dans la province centrale de Maarib, qui concentre une partie des gisements pétroliers et gaziers régulièrement visés par des groupes subversifs en tout genre, les autorités yéménites ont l'intention de constituer de nouvelles milices tribales, sur le modèle des comités créés dans l'Abyan. Au final, la poursuite de la militarisation de certaines tribus apparaît contre productive et pourrait avoir un effet nuisible en maintenant un niveau de d'instabilité prégnant.

AQPA entre résilience et contre-offensives

Face à cette politique sécuritaire multilatérale, AQPA a décidé en priorité de se doter d'une structure spécialement dédiée aux renseignements. Ce service a pour objectif de contrer les informations sensibles destinés à servir aux renseignements américains pour les raids de drones, mais aussi d'infiltrer l'appareil militaire et sécuritaire yéménite³. D'autre part, si les raids américains se sont succédés à un rythme inégalé, ils participent symétriquement à la radicalisation d'une partie des tribus dans les régions visées, entraînant dans leurs sillages un gain de popularité future pour les jihadistes face à ce qui est considéré comme une grave violation de la souveraineté du pays.

De même, depuis la perte des territoires en mai 2012, AQPA a subi de lourdes pertes durant les combats violents consécutifs à la reprise du terrain par les FAY. La territorialisation effectuée en 2011 par l'association AQPA-AS a donc été un échec qui s'est soldé par de nombreuses pertes (humaines et financières pour l'organisation). En terme d'image, le bilan fut en revanche moins contrasté car l'administration et la gestion civile mise en place a parfois été appréciée par une population laissée pour compte, sans perspective de développement et souffrant des méthodes des autorités locales corrompues.

Aujourd'hui AQPA a compris qu'une telle stratégie n'était plus possible en particulier du fait du degré de coopération actuelle entre les FAY et les services de sécurité américains. L'organisation jihadiste est revenue à une forme plus clandestine, formule qui prévalait avant 2011. Depuis le début 2013, les jihadistes se sont lancés dans une campagne d'assassinats ciblés et d'attentats spectaculaires visant principalement les effectifs de l'armée dans les grandes villes du pays (principalement à Sanaa, à Aden et dans l'Hadramaout par des attaques de bâtiments officiels du ministère de la défense et des attaques ciblées contre des casernes). Ces opérations démontrent un degré de professionnalisation toujours plus élevé des jihadistes qui continuent à bénéficier de l'effet de surprise pour mener à bien leurs attaques.

Depuis la fin de l'ère Saleh, les autorités yéménites toujours en transition, s'emploient à poursuivre une politique sécuritaire anti-AQPA. Cette LAT reste fortement adossée à une coopération avec les Etats-Unis, mais aussi avec un partenariat saoudien indispensable. Pour autant, les dernières offensives militaires menées dans le sud ont montré leurs limites et leurs effets potentiellement néfastes à moyen terme. La stabilité des régions où AQPA reste implantée n'a pas été restaurée. De même, les conflits régionaux et centrifuges que connaît le Yémen depuis une décennie (hawthistes au nord et sécessionnistes au sud) perdurent. Ils continuent de rendre aléatoire une politique efficace en matière de LAT au Yémen face à un adversaire résilient qui dispose également d'un ancrage local favorisé par cette instabilité chronique.

Notes de bas de page :

1. Au Yémen, AQPA a perdu au cours de ces frappes d'importants leaders comme le prédicateur Anwar Al-Awlaqi (septembre 2011) ou encore Mohammad al-Omda et Fahd al-Qusaa (tués en avril 2012). On dénombre depuis 2012 plusieurs dizaines de frappes par drone chaque année, causant la mort de centaines d'activistes jihadistes.
2. Ces derniers dirigeaient l'essentiel des forces de sécurité et des services de renseignement : Garde présidentielle, Garde républicaine et forces spéciales, Armée de l'air, Etats-majors régionaux, Sécurité centrale et Sécurité nationale. Seule la 1^{ère} Division blindée et ses partisans, sous le commandement du Général Ali Muhsen qui décida en mars 2011 de rejoindre le camp des révolutionnaires, échappaient au contrôle présidentiel.
3. Cela a pu renforcer leur capacité à cibler certaines institutions sécuritaires et un nombre important d'officiers de sécurité. Plus d'une centaine d'officiers ont été tués ou blessés au cours de l'année 2012-2013, même si toutes ces attaques ne peuvent pas uniquement être imputées à AQPA.

Portraits du mois

L'IRSEM accueille cette année trois nouveaux post-doctorants spécialistes des questions de sécurité et de défense : Inessa Baban, Eric Sangar et Julien Malizard.



Julien Malizard est docteur en sciences économiques à l'Université Montpellier 1. Sa thèse, dirigée par le Professeur Jacques Aben et intitulée « *Dépenses militaires et croissance économique* », vient nourrir la rare littérature dédiée aux questions budgétaires de défense. Un positionnement original dans la recherche scientifique pour ce jeune docteur qui a bénéficié d'une allocation de recherche de la Direction Générale de l'Armement. Julien Malizard a également été lauréat du programme de soutien de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) en 2009 et 2010. Par ailleurs, il a reçu le prix de thèse de l'IHEDN en 2011. Auteur d'articles scientifiques publiés dans des revues de référence (Defence and Peace Economics, Revue Défense Nationale, Revue Economique), ses travaux portent principalement sur les effets macroéconomiques des dépenses de défense. En effet, le chercheur prend le parti de « *séparer les dépenses de défense plutôt que de les prendre dans leur ensemble* ». Il analyse ainsi que « *les dépenses d'équipement ont un effet économique supérieur aux dépenses de fonctionnement* ». Julien Malizard fait en outre l'analyse géographique de la Défense et révèle notamment « *l'objectif sous jacent d'aménagement de territoire et les mécanismes de compensation mis à disposition par la Défense* » suite à la réforme de 2008. Ses travaux entendent également « *rationnaliser l'effort de défense afin de maximiser l'impact économique* ». A l'IRSEM, il s'agira pour le jeune chercheur d'étudier l'impact des contraintes budgétaires sur les budgets de défense en Europe.

<https://sites.google.com/site/julienmalizard/>

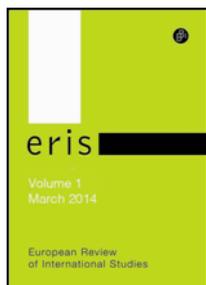
Aujourd'hui docteur en géographie politique, culturelle et historique de l'Université Sorbonne-Paris IV, Inessa avait reçu de la part de l'IRSEM une allocation pour sa thèse « *La géopolitique de l'énergie en Eurasie Centrale. Rivalités de pouvoirs et rapports de force autour des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan* ». Spécialiste des questions énergétiques, de sécurité-défense et de politique étrangère des pays post-soviétiques, elle a été lauréate (en 2010 et 2011) du Programme de soutien aux doctorants de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) qui a financé ses deux séjours dans le Caucase du Sud. Elle a ainsi pu mener ses recherches au Centre des études stratégiques auprès du président de l'Azerbaïdjan en tant que chercheur-invité en 2010. Ses séjours dans le Caucase du Sud ont également été l'occasion de mettre ses connaissances au service d'organisations internationales. En 2011, elle a effectué une mission de consultation auprès de la Représentation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Bakou où la rédaction d'une étude sur les questions énergétiques et socio-économiques de l'Azerbaïdjan lui a été confiée. Ce sont les questions de « *cette méta-région de l'Eurasie centrale dont l'importance va croissant au XXIe siècle* » qu'elle a à cœur d'approfondir dans ses recherches au sein de l'IRSEM.

Diplômé de Sciences Po Paris, Eric Sangar est docteur de l'Institut universitaire européen de Florence, où il a conduit sa thèse sous la direction de Pascal Venneson. Cette thèse, récemment publiée sous le titre « *Historical Experience – Burden or Bonus in Today's Wars ?* », compare l'usage des expériences historiques par les armées britannique et allemande dans le contexte de la guerre en Afghanistan. Enseignant-chercheur au Département des Relations internationales de l'Université de Stuttgart de 2012 à 2014, ses cours traitaient de l'analyse des conflits et de la transformation de la guerre au XXIe siècle. C'est dans le cadre du programme Fernand Braudel, co-financé par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, qu'Eric Sangar a rejoint l'IRSEM dont il apprécie « *l'ouverture intellectuelle et l'interdisciplinarité* ». C'est également pour le jeune chercheur, très présent lors de colloques et de séminaires à l'international, une « *riche opportunité afin de nouer des relations avec des acteurs de la recherche stratégique* ». En continuité avec ses travaux doctoraux, son projet de recherche s'inscrit dans l'analyse des usages de références à l'histoire dans les discours contemporains autour des guerres et interventions dans une perspective transnationale. Car « *le passé est mobilisé pour comprendre le présent et la convergence des mémoires collectives à l'heure de la mondialisation* ». Un bel écho à la période actuelle de commémo-

Roxane Lauley et Ruth Bernabé Palanca

Livre du mois

European Review of International Studies (ERIS), volume 1, Barbara Budrich Publishers, 2014, 120p. ISSN: 2196-6923



Le livre de ce mois est une nouvelle revue.

La naissance de la *European Review of International Studies*, en ce printemps 2014, doit d'abord à la pugnacité de notre collègue britannique John Groom, par ailleurs membre du Conseil scientifique de l'IRSEM, ainsi qu'au soutien du CERI (Sciences Po) et en particulier de Christian Lequesne. Ils ont, ensemble et avec beaucoup d'autres (et avec le soutien de l'IRSEM) – voulu cette création, qui répond à plusieurs manques.

En premier lieu, cette revue se veut délibérément européenne, au sens bien sûr où elle est faite par des Européens, mais également et surtout, au sens où elle entend, en langue anglaise, rendre compte de l'actualité scientifique des études internationales produites en Europe dans toutes les langues du continent. Dans une rubrique substantielle consacrée aux lectures critiques, des travaux parus initialement en russe, turc, portugais ou tchèque, sont ainsi présentés, discutés, rendus accessibles aux scientifiques.

ERIS est également une main tendue aux jeunes chercheurs, qui y trouveront un nouveau support de publication du plus haut niveau pour leur parcours scientifique, aux côtés des auteurs les plus prestigieux. ont par exemple accepté de contribuer au premier numéro : Esther Barbé, Walter Carlsnaes, Phil Cerny, Jaap de Wilde, Jolyon Howorth, Günter Hellmann, Takashi Inoguchi, Knud Erik Jørgensen, Ned Lebow, Chung-in Moon, Iver Neumann, Richard Mansbach, Harald Müller, Helena Rytövuori-Apunen, Georges-Henri Soutou, Arlene Tickner, Ilter Turan ou Tom Volgy.

Lancer une telle revue était utile, et nous le savions tous. Y parvenir, trouver les ressources nécessaires, convaincre les soutiens indispensables, triompher des obstacles nombreux qui ne manquent pas en ces temps difficiles, tenait de l'exploit. Hats off, John.

Frédéric Charillon

Sponsoring organisations: Association des internationalistes (AI), ESSEC-IRENE, Finnish Institute of International Affairs (FIAA), HEID, IRSEM, Compagnia di San Paolo

Steering Committee: Mika Aaltola, Bertrand Badie, David Bates, Tom Biersteker, Aurélien Colson, Frédéric Charillon, Wolf-Dieter Eberwein, Elise Féron, AJR Groom, Christian Lequesne, Frédéric Ramel
Editors : A.J.R. Groom (Kent and CCCU), Christian Lequesne (CERI).

Original articles and preparation of final copy: CCCU to manage under the direction of AJR Groom and CCCU committee eris@canterbury.ac.uk

Review Section: CERI - Sciences Po, under the direction of Christian Lequesne eris.ceri@sciences-po.fr

Managing Editor: Antoinette Groom, supported by CCCU eris@canterbury.ac.uk

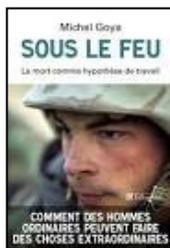
Chairperson, Academic Advisory Council: Bertrand Badie (Sciences-Po, Paris)

Publisher: Barbara Budrich Publishers, Leverkusen, Germany

Site: <http://www.erisjournal.eu/>

Ouvrages reçus

Michel GOYA : *Sous le feu – La mort comme hypothèse de travail*, Tallandier, 2014, 269 p. ISBN : 979-10-210-0430-6



Un ouvrage tout à fait remarquable. C'est l'impression que l'on ressent en refermant cet essai qui témoigne à la fois d'un vécu et d'une réelle maturité de réflexion sur un sujet éminemment délicat, qui interpelle au plus profond de soi tout combattant, toute personne chargée de faire respecter l'ordre par la force, si nécessaire au péril de sa vie. La phrase en exergue en couverture résume l'une des principales thèses de l'auteur : « Des hommes ordinaires peuvent faire des choses extraordinaires ». A condition bien sûr d'y être bien préparé.

En quinze chapitres d'un style alerte, incisif et nerveux, Michel Goya décortique l'expérience du combat. On perçoit immédiatement le vécu, intériorisé, analysé et restitué de manière clinique. L'auteur décrit un espace temps particulier qui est celui de l'affrontement, en démontrant comment, selon lui, toutes les règles sont alors modifiées, y compris celles de la morale et de la physique. Comme il le souligne, « la proximité de la mort et la peur qu'elle induit déforment les individus et étirent leur comportement vers les extrêmes » (p. 23). La description des sensations qui règnent dans cette bulle restreinte, dans le chapitre 3, est saisissante : « les abeilles de plomb, les tambours d'acier, la mort par en haut, la mort par en bas, l'étouffement, l'enfermement ». Michel Goya insiste beaucoup sur l'importance cruciale de la cohésion, de la confiance en soi et dans les autres, de la motivation (se battre pour une juste cause), de l'entraînement bien évidemment, beaucoup plus que de l'équipement, même si celui-ci reste un facteur important du succès. Il décrypte ce qu'il appelle le fractionnement des âmes. Il explique par une loi de Pareto qu'il appelle « Loi de puissance » comment 20 % des combattants produisent 80 % des effets infligés à l'adversaire, en scindant les combattants en quatre groupes : les super-acteurs, les acteurs, les figurants et les personnes paralysées par la peur ou le stress, qui ne sont plus capables de se maîtriser. Les développements sur les « super-acteurs hyper-efficients » sont extrêmement intéressants, notamment ceux sur les tireurs d'élite ou les « As » de l'aviation. Le chapitre 6 (« Tuer »), modèle d'introspection, vaut quant à lui seul la lecture du livre.

Les réflexions sont illustrées de multiples témoignages et de nombreuses statistiques très utiles, piochés aussi bien dans les forces terrestres que

dans les forces aériennes et navales des armées occidentales, des campagnes napoléoniennes jusqu'aux interventions les plus récentes en Irak, dans les Balkans et en Afghanistan, avec toutefois une prédilection marquée pour la Première Guerre mondiale. Les témoignages de combats récents par des combattants français engagés au cœur de l'action, qu'il s'agisse de la reprise du pont de Verbanja en Bosnie, de la défense de Sniper Alley à Sarajevo, d'un accrochage à Mogadiscio, d'un raid d'hélicoptères de combat en Libye ou d'une ouverture d'itinéraire en Afghanistan, sont autant de respirations dans cet ouvrage dense, mais relativement bref, qui se lit d'une traite. L'un des rares reproches que l'on peut faire à l'auteur, c'est que l'on aurait souhaité un ouvrage un peu plus long, explorant par exemple les comportements des combattants russes, arabes, asiatiques ou africains, pour croiser leur vécu avec celui des combattants européens, nord-américains et israéliens qui constituent les acteurs principaux de cette étude.

L'auteur, après s'être interrogé sur la fabrique des soldats, conclut qu'il n'existe aucune méthode idéale de formation et qu'au bout du compte « le soldat professionnel moderne est le fruit d'une alchimie complexe entre plusieurs approches parfois incompatibles et dont chacune présente des inconvénients » (p. 218). D'autres propos méritent également d'être extraits de cet ouvrage précieux : « S'engager dans un combat, c'est participer à un concert dysharmonique » (p. 76) ; « Dans cet univers très restreint, la vision passe alternativement de plans larges impressionnistes à des focales hyperréalistes » (p. 82) ; « Savoir que l'on tue est très différent de voir que l'on tue » (p. 105) ; « Devenir combattant, c'est accepter la transformation que cela induit avec le risque d'y être détruit ou mutilé dans son corps ou son âme. C'est accepter aussi la métamorphose préalable qui sera nécessaire pour évoluer dans un tel monde sans y être broyé à coup sûr » (p. 235).

Il est des ouvrages de commande réalisés à la va-vite et des ouvrages de fond qui creusent un sillon. *Sous le feu* de Michel Goya fait indubitablement partie de cette seconde catégorie.

Pierre Razoux

Ouvrages reçus

REVUE STRATEGIQUE N° 105 : *Stratégie et Renseignement*, Institut de Stratégie Comparée, 2014, 231 p. ISBN : 979-10-92051-04-9

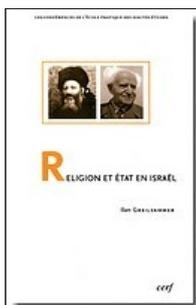


La revue *Stratégique* consacre son dernier numéro à l'interaction entre stratégie et renseignement. Ce numéro rassemble les contributions d'une dizaine de chercheurs civils et militaires, de même qu'un long entretien exclusif avec le général Christophe Gomart, Directeur du renseignement militaire (DRM), qui brosse un panorama très complet des missions, des enjeux et des moyens de son service. Celui-ci insiste tout particulièrement sur la nécessité de combiner plus étroitement géographie et renseignement dans un contexte marqué par le poids croissant du renseignement d'origine spatiale et des moyens de numérisation qui permettent d'offrir au décideur des outils variés de plus en plus éclairants.

La variété et la pertinence des sujets traités, certes sous un angle essentiellement historique (lié notamment à l'impact du renseignement pendant la Première Guerre mondiale), témoignent d'un regain d'intérêt des universitaires français pour cette thématique qui a longtemps souffert du secret qui l'entourait. Comme l'a démontré le professeur Sébastien Laurent (Bordeaux-IV) dans une tribune publiée en 2013 par un grand quotidien du soir, l'affaire Snowden a accéléré la prise de conscience par l'ensemble de la population des problématiques liées au renseignement, justifiant ainsi que la recherche académique s'y intéresse davantage. C'est dans cet état d'esprit que la revue *Stratégique* donne la parole à des universitaires réputés, mais aussi à un panel d'étudiants prometteurs et de jeunes chercheurs, dont plusieurs officiers. Le professeur Olivier Forcade (Paris-IV), qui a coordonné ce numéro, brosse un tableau très complet de l'actualité scientifique du renseignement, rappelant les principales étapes de la recherche universitaire française dans ce domaine qui s'est longtemps focalisée sur l'étude du renseignement en Union soviétique et aux Etats-Unis, puis plus tardivement en France et en Europe. Le professeur émérite Georges-Henri Soutou (Paris-IV) dresse pour sa part une synthèse magistrale de la stratégie du renseignement, tant sur le plan conceptuel que sur celui de ses différents domaines d'application, concluant par une analyse stimulante sur la manière dont les services de renseignement appliquent – ou non – les grands principes de la stratégie. Le Capitaine de Vaisseau Antoine Devaux étudie quant à lui le lien entre stratégie et renseignement économique, montrant comment celui-ci s'insère parfaitement dans la stratégie totale des Etats, à condition de pouvoir se reposer sur une véritable stratégie des moyens. Enfin, un coup de cœur à l'article de Yannick Pech, ancien lauréat du prix d'histoire militaire du ministère de la Défense, qui analyse le poids des dispositifs et cultures de renseignement dans la formulation de la politique étrangère en comparant les cas français et américain.

Pierre Razoux

Ilan GREILSAMMER : *Religion et Etat en Israël*, Les éditions du Cerf, 2013, 121 p. ISBN : 978-2-204-10154-7



Faisant suite à sa magistrale *Nouvelle histoire d'Israël* (Gallimard, 1998), Ilan Greilsammer, professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan de Tel-Aviv, récidive en nous livrant un essai brillant sur les liens complexes unissant Religion et Etat en Israël. Il réunit en fait dans cet ouvrage les conférences qu'il a données sur ce thème à l'Ecole pratique des hautes études dans le cadre de la chaire « Histoire et sociologie des laïcités ». Celles-ci constituent les quatre chapitres de cet opuscule savant. L'auteur y démontre que le modèle français de la laïcité n'est plus exportable dans l'Etat d'Israël d'aujourd'hui, même s'il l'a sans doute été au début de la création d'un foyer juif en Palestine, dans un contexte qui était alors marqué par le positivisme, le nationalisme et une désaffection grandissante à l'égard du fait religieux. Ilan Greilsammer démontre avec brio comment l'enchaînement des événements au XXe siècle a convaincu les courants religieux d'accepter l'idée d'un Etat juif, même si celui-ci paraissait contraire à leur conception théologique de l'histoire. Le but était alors de garantir la survie des juifs, au prix d'un compromis entre les dirigeants de l'Etat et le judaïsme orthodoxe. Tout change en 1967 après la guerre des Six Jours, lorsque les milieux religieux s'allient aux idéologues nationalistes pour mettre en place une politique de colonisation légitimée par un discours quasi-mystique servi par le succès des armées israéliennes sur les champs de bataille. Le sionisme de gauche d'essence laïque et progressiste se transforme progressivement en un sionisme de droite conservateur, proche des milieux nationalistes et religieux, puis plus tard des milieux sépharades instrumentalisés par la droite israélienne. L'arrivée massive de juifs en provenance de l'ancienne URSS, dans les années 1990, bouleverse une nouvelle fois la donne. L'auteur termine en brossant un état des lieux saisissant des relations politico-religieuses en Israël en ce début de XXIe siècle, à travers plusieurs exemples comme celui de la remise en question de l'exemption du service militaire pour les jeunes juifs ultra-orthodoxes. Il démontre que si les milieux laïques et orthodoxes ne sont pas en mesure de remettre en cause ex-abrupto le statu quo défini dans les années 1950, ils se sont néanmoins lancés dans une stratégie de grignotage qui consiste à l'assouplir à leur avantage par des gains symboliques et visibles. En bref, une réflexion incontournable pour tous ceux qui s'intéressent au phénomène religieux au Proche-Orient.

Pierre Razoux

Ouvrages reçus



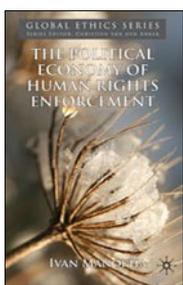
Eric DENÉCÉ et David ELKAÏM : *Les services secrets israéliens*, Tallandier, 2014, 396 p. ISBN : 979-10-210-0163-3

Dans un style journalistique accrocheur mais non dénué de rigueur académique, Eric Denécé, Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) auteur de nombreux ouvrages sur cette thématique, et David Elkaïm, chercheur au CF2R, livrent une synthèse actualisée des informations disponibles en sources ouvertes sur les services secrets israéliens. En quatorze chapitres, les deux auteurs décrivent les missions, les moyens et l'histoire opérationnelle des principaux services israéliens : Shin Beth (sécurité intérieure et lutte anti-terroriste), Aman (renseignement militaire) et Mossad (sécurité extérieure). Pour éviter l'effet catalogue inhérent à ce genre d'ouvrage, ils alternent les chapitres descriptifs de services avec des thématiques médiatisées (virus informatiques, cyber-guerre, éliminations ciblées, coopération avec la NSA, atteinte aux intérêts américains, recrutement et formation des agents, raids en Syrie, planification des opérations contre l'Iran) qui sont autant de moments de respiration pour cet ouvrage dense et bien documenté. S'ils confondent parfois services secrets et forces spéciales, les auteurs ne tombent pas dans le travers consistant à surdéterminer la menace iranienne, au risque de passer sous silence les actions des services israéliens à l'encontre de nombreux autres acteurs internationaux, étatiques ou pas. Le propos reste équilibré, même si l'on sent poindre une empathie certaine pour une communauté dont le mode d'action de-

meure sujet à de vives polémiques. Même s'ils ne s'étendent pas dessus, les auteurs ne cachent rien des principaux échecs subis par les services israéliens depuis leur création, pas plus que de leurs dérives éthiques. A cet égard, le chapitre 10 consacré aux relations complexes entre pouvoir exécutif et communauté du renseignement est particulièrement intéressant, tout comme le chapitre 13 qui livre des informations factuelles très détaillées et rarement disponibles ailleurs sur les succès du contre-espionnage iranien à l'encontre des services israéliens. Les deux auteurs concluent en estimant que le plus grand défi auquel sont confrontés les responsables des services secrets israéliens reste l'incertitude de l'avenir du Proche-Orient dont les grilles de lecture traditionnelles sont aujourd'hui brouillées. Les notes et références sont pertinentes. Les annexes sont appréciables, qu'il s'agisse des organigrammes des principaux services secrets, tout comme de l'identité de leurs dirigeants.

Au bilan, un ouvrage complet qui réactualise celui de Gordon Thomas (*Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, éditions du Nouveau monde) qui faisait référence depuis huit ans et qui enrichira la bibliothèque de toute personne intéressée par les questions sécuritaires au Moyen-Orient.

Pierre Razoux



Ivan MANOKHA, *The Political Economy of Global Rights Enforcement*, Palgrave MacMillan, 2008, 304 p

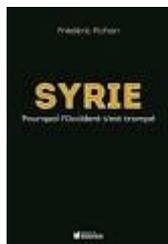
Dans son livre "The Political Economy of Global Rights Enforcement" publié chez Palgrave MacMillan en 2008, Ivan Manokha tente de démontrer les liens de causalité qui existent entre les interventions militaires humanitaires et la subsistance du capitalisme par un discours moral global visant la promotion des droits individuels civils et politiques au détriment des droits socio-économiques.

Sa thèse est la suivante : La promotion des droits de l'Homme contribue à la reproduction du capitalisme. Ainsi, les interventions humanitaires, qui auraient leur origine dans la doctrine de « guerre juste », ont pour conséquence de disséminer des politiques néolibérales. Pour en faire la démonstration, il prend pour exemple les interventions des années 1990 et celles qui ont eu lieu dans le cadre de la « Guerre contre la terreur ». Enfin, après un examen approfondi de la littérature existant en matière de Human Rights Enforcement, Ivan Manokha regrette que les auteurs étudiés développent une attitude réductrice, en séparant la théorie de la pratique et l'économie de la politique, et une démarche non-critique face à ce genre d'actions, en ne proposant que des ajustements sans remettre en cause la structure même des interventions de Human Rights Enforcement.

Cet ouvrage mène une analyse inhabituelle. En effet, si quelques livres traitent du sujet, les actions de Human Rights Enforcement ne sont jamais abordées sous cet angle d'une manière aussi exhaustive. L'auteur prend parti non pas pour la fin des actions de Human Rights Enforcement mais pour une remise en cause des conséquences capitalistes de ces interventions, qui auraient pour résultat de remplacer la privation de droits civils et politiques par la faim et la pauvreté. Il faut enfin rappeler que cet ouvrage date de 2008 et n'aborde donc pas l'intervention en Libye et l'absence d'intervention en Syrie.

Charlotte Chanteloup

Ouvrages reçus

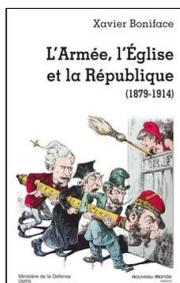


Frédéric PICHON : *Syrie – Pourquoi l'Occident s'est trompé*, éditions du Rocher, 2014, 132p. ISBN : 978-2-26807-605-8

Après avoir publié en 2012 aux Presses Universitaires de France un manuel remarqué consacré à *La Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, Frédéric Pichon livre cette fois un essai plus personnel, au style engagé et incisif, dans lequel il décrypte les multiples raisons pour lesquelles, selon lui, l'Occident s'est trompé dans son analyse de la crise syrienne. L'auteur connaît bien la Syrie pour y avoir consacré sa thèse de doctorat consacrée à *Maaloula : Histoire et identité d'un village chrétien en Syrie du XIXe au XXIe siècle* (publiées par l'IFPO en 2010), et pour s'y être rendu à plusieurs reprises avant le déclenchement de l'insurrection armée de 2011. Dans une première partie, il décrit un pays mosaïque, éclairant de manière détaillée les ressorts connus et moins connus de la communauté alaouite et du clan Assad. Il insiste sur les conséquences de la mondialisation, de la dérive affairiste du régime et de l'essor de l'islamisme pour expliquer la déstabilisation progressive de la Syrie. La deuxième partie analyse le soulèvement populaire, puis la première phase de la guerre civile qui voit l'Occident multiplier, selon l'auteur, les erreurs de jugement : sous-estimation de la résilience de l'armée et du régime ; mésestimation du jeu de la Russie ; croyance que l'émotion médiatique suffirait à faire basculer les opinions publiques en faveur d'une intervention militaire ; manque de pragmatisme et de réalisme dans le choix des interlocuteurs d'un indispensable dialogue non-exclusif. Frédéric Pichon pointe à cet égard le traitement biaisé de la crise syrienne par une partie des médias occidentaux. La troisième partie analyse les conditions, les raisons et les conséquences du retour de la Russie sur la scène proche-orientale, grâce à la crise syrienne. Plusieurs explications sont avancées : volonté d'exister sur la scène internationale ; volonté de laver l'humiliation des crises kosovare et libyenne ; volonté d'influer sur le tracé des futurs oléoducs et gazoducs dans la région ; volonté de défendre les Chrétiens d'Orient ; volonté de tenir à distance les djihadistes islamistes susceptibles de remonter vers le Caucase et la Russie ; volonté, enfin, de préserver la base navale de Tartous. La quatrième partie décrypte l'influence des milieux néoconservateurs qui, alliés à certaines pétromonarchies du Golfe, semblent avoir voulu faire chuter le régime syrien pour mieux affaiblir le régime islamique iranien. La cinquième et dernière partie de cet essai décrit une Syrie qui serait devenue le laboratoire d'un basculement du monde marqué par l'échec de l'occidentalisme et la complexification des liens entre les acteurs régionaux. En guise de conclusion, Frédéric Pichon entre-aperçoit une Syrie émiettée non pas dans ses frontières, mais dans la multiplication d'autonomies locales, estimant que seules les factions qui auront entretenu une force militaire crédible seront en mesure d'exercer les responsabilités dans la Syrie de demain. On peut ne pas partager certaines thèses de l'auteur ou regretter son style parfois un peu trop journalistique, mais sa démonstration, à la fois cohérente et argumentée, participe indubitablement au débat d'idées.

Pierre Razoux

Ouvrages reçus



Xavier BONIFACE, *L'Armée, l'Église et la République (1879-1914)*, Éditions du Nouveau Monde et DMPA, 2012, 524p. ISBN: 2365833241

Dans cette passionnante période qui précède la Grande Guerre, Xavier Boniface éclaire les intenses relations entre trois puissants systèmes de valeurs à vocation universelle, avec leurs héritages, leurs « liturgies » et même leurs mystiques propres, qui parfois se recoupent. En particulier, pour quel idéal « le soldat, le chrétien et le citoyen » seraient-ils prêts à risquer leur vie au combat ? Quel puissant intérêt supérieur – la patrie pour l'un, le devoir moral de défense du prochain pour l'autre, les Droits de l'Homme et du Citoyen pour le troisième – est susceptible de l'amener à accepter le sacrifice suprême ?

La période étudiée s'ouvre dans le sillage de la défaite de 1870-1871 et la mise en œuvre d'une politique de laïcisation de l'Etat et de sécularisation de la société. Si les frictions entre l'Eglise et la République sont fortes, notamment à propos de l'école, la séparation de l'Eglise avec l'Armée reste limitée, selon Xavier Boniface. Les aumôniers militaires se focalisent d'ailleurs principalement sur les conscrits et les futurs clercs, alors que les officiers semblent moins leur nécessiter un tel soutien ; l'exaltation de certains officiers pourrait même compromettre l'Eglise auprès des « républicains ». Dans un contexte où le haut commandement demeure plutôt conservateur et où l'Armée se réfère fortement à « l'autorité », comment la République fera-t-elle pénétrer chez les militaires – au demeurant privés du droit de vote – un esprit démocratique, basé sur « l'égalité » ? De fait, la laïcisation progresse au sein de l'Armée qui devient une vraie pédagogue de la Nation grâce à la conscription généralisée. C'est en effet là que l'on fait le triple « apprentissage de la Na-

tion, de la citoyenneté et de la République ».

L'affaire Dreyfus bouleverse l'équilibre en construction : l'opprobre à l'encontre des chefs militaires convaincus de forfaiture retombe sur toute l'armée, catalyse l'antimilitarisme et relance les soupçons de collusion entre « le sabre et le goupillon ». Pourtant, Xavier Boniface remarque que « la réalité d'un puissant conformisme militaire de droite demande à être nuancée pour la Belle Epoque, alors que l'expression du pluralisme des opinions commence à être reconstruite chez les officiers ». Simultanément, la conscription des séminaristes, qui inquiétait les « républicains » à cause de leur influence potentielle sur les jeunes conscrits, contribue à leur « ralliement à la République ».

Finalement, en dépit des phases successives de tensions et d'apaisements, l'Armée, l'Eglise et la République étaient probablement en passe de trouver des accommodements acceptables par tous trois. La déflagration de 1914 démontrera a posteriori la complémentarité de leurs idéaux mobilisés pour la défense de la patrie.

Cet impressionnant ouvrage, qui paraît en cette année de commémoration de la Grande Guerre, nous interpelle évidemment beaucoup aujourd'hui, où les termes de l'équation ont considérablement évolué. Demeure cependant l'idéal du militaire, du croyant et du citoyen français, qui animé par le sens de la mission et confronté au danger des opérations, donne potentiellement un sens à son engagement pas si éloigné de celui de ses aînés.

Contre-amiral Jean-François Morel

Ouvrages reçus

J. FRÉMAUX (dir.), *Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et sécurité globale de l'Europe*, Ellipses, 2013, 184p. ISBN: 978-2-7298-8232-7



« Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et sécurité globale de l'Europe » publié chez Ellipses, rassemble les analyses délivrées au cours d'un rendez-vous organisé par l'Université Paris-Sorbonne. L'historien Jacques Frémaux, le géopolitologue Aymeric Chauprade, l'africaniste Philippe Evanno ont ainsi convié des spécialistes du Mali, des Touaregs et des questions sécuritaires afin de débattre, sans faux semblants, de l'avenir du Sahel et du Maghreb.

A l'heure de l'opération Serval, quels risques pèsent réellement sur l'Europe ? L'actualité est ainsi décryptée dans un contexte post Kadhafi, dont la chute a bouleversé le fragile équilibre sécuritaire et reconfigure le contrôle des ressources énergétiques au Sahel. Car l'enjeu est bien de redéfinir les équilibres entre l'Europe, la zone sahélienne et le Maghreb. Et les défis géopolitiques sont grands pour « l'océan sahélien » dont les lignes de fractures se sont creusées au fil de l'histoire. Ces pesanteurs historiques se

rèvent être les clefs d'intelligibilité des crises au Soudan ou au Mali, agités par un passé de lutte permanente. De la question touarègue au rôle (ambigu) des pays voisins tels que l'Algérie ou la Libye, cet ouvrage brosse le portrait d'un Sahel, système de conflits exacerbés par la défaillance économique et politique des Etats. Il analyse les liens avec un extrémisme islamiste instrumentalisé et devenu porte drapeau des frustrations et revendications dans la région. La lumière est particulièrement faite sur les menaces qui agitent Azawad devenu une terre propice aux trafics. Comment surmonter ces fractures et établir une paix durable ?

Face à ce contexte, l'ouvrage livre une analyse critique de l'intervention des acteurs extérieurs, notamment dans la régulation et la gestion des crises. Ces sorties de crises sont articulées au niveau bilatéral, régional, interrégional et international. On retrouve une analyse

des stratégies françaises sur zone ainsi que de l'Union européenne (UE) qui a annoncé une politique de prévention et de développement au Sahel. Cette approche globale semble avoir des effets limités du fait de la dépolitisation de l'approche communautaire et d'un manque d'appétence des Etats membres vis-à-vis des défis auxquels est confrontée la région. Le bilan semble également mitigé du côté des institutions africaines (CEDEAO, UA) qui peinent à assumer un rôle dans la résolution du conflit malien. L'autonomie dans la souveraineté se profile comme une piste intéressante, à l'instar de la voie proposée pour le conflit du Sahara occidental. L'ouvrage propose également un retour sur la partition entre les deux Soudan et donne un éclairage pertinent face aux tentations séparatistes.

Moins que de prévoir l'avenir, cet ouvrage à l'approche interdisciplinaire, propose de construire un futur et une communauté de destins au Sahel.

Roxane Lauley

Interventions dans les médias et contributions scientifiques

Maya Kandel

- ◆ Maya Kandel a encadré le dossier principal « Etats-Unis, isolationnisme ou renouveau géostratégique » du n°68 du magazine *Diplomatie* et y a publié l'article : « Repli, pivot, leadership en retrait ? »
- ◆ Lors du congrès annuel des Américanistes (AFEA) dont le thème était *Etats-Unis : modèle, contre-modèles... fin des modèles ?*, Maya Kandel est intervenue sur: « L'impossible consensus sur le rôle international des Etats-Unis : la fin du siècle américain ? »
- ◆ Interviewée le 1er juin 2014 par *RFI* sur la « Stratégie américaine en Afrique ».



Pierre Journoud

- ◆ Colloque Vietnam-Chine
Pierre Journoud a effectué une mission à Hanoi, à l'invitation de l'Académie des sciences du Vietnam et de l'Université nationale de Hanoi ; puis à Shanghai, à l'invitation de l'Université de Fudan, dans la première quinzaine du mois de mai 2014. La première était motivée par les colloques organisés pour le soixantième anniversaire de la fin de la guerre d'Indochine ; la seconde par l'inauguration d'un centre d'études françaises visant à devenir une plateforme de coopération franco-chinoise en sciences sociales et humaines, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine.



Le compte-rendu complet de ce colloque est téléchargeable [sur notre site](#)

- ◆ Groupe Asie
Le groupe Asie de l'Irsem a accueilli, le jeudi 22 mai 2014, le professeur émérite Eric Meyer, grand spécialiste de l'Asie du Sud, pour une conférence sur la géopolitique du Sri Lanka. Le professeur a fait une large place à l'histoire encore mal connue du conflit – essentiellement identitaire – qui a opposé des groupes militaires tamouls originaires de la minorité hindoue (dont les militants « Tigres ») au gouvernement de la majorité cingalaise bouddhiste, provoquant la mort de dizaines de milliers de civils ainsi que des déplacements massifs de populations, entre le début des années 1980 et la fin des années 2000.

Eric Sangar

- ◆ Eric Sangar est intervenu lors de la conférence *Historical Analysis Symposium* du UK Defence Science and Technology Laboratory à Portsmouth, sur le sujet « Beyond good and bad lessons: The real utility of using history in contemporary warfare – a comparison of the British Army and the German Bundeswehr in Afghanistan ».
- ◆ Le chercheur a développé des éléments de sa thèse dans une intervention : « How do military organizations learn from history? The effects of layered military culture on uses of historical knowledge by the British Army in Afghanistan » lors de la conférence *Knowledge production in Conflict and Intervention: The Art of Composing the Picture* au centre Hugo Valentin de l'Université d'Uppsala (Suède).

Général de division (2S) Maurice de Langlois

- ◆ Le général de division (2s) de Langlois a présidé une table ronde lors de la Conférence *Défense et sécurité : entre conseil européen et comité de l'OTAN*, 19 mai, à Ecole militaire
- ◆ Colloque *Transformations et réformes de la sécurité en Europe*, le 16 mai, à Bordeaux – contribution : « La France entre Conseil européen et sommet de l'OTAN »
- ◆ Suite à la visite en Pologne avec Barbara Jankowski, nous signalons que le dossier stratégique « La Pologne, un acteur de la défense » a été traduit en Polonais et est mis en ligne sur notre site: <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/la-lettre-de-l-irsem>

Frédéric Charillon

- ◆ F. Charillon a contribué au n°379 des Cahiers Français, printemps 2014, La Documentation Française. Son article s'intitule: « Une diplomatie nationale est-elle encore possible? »
- ◆ Le Directeur de l'IRSEM a également écrit l'article « France's New Military Budget : Rethinking Power », dans la revue *Newsbrief, RUSI*, vol.33, n°6.

Actualité de l'IRSEM

Nos chercheurs ont écrit



Emmanuel HECHT, Pierre SERVENT (dir.), *Le Siècle de Sang 1914-2014 – Les vingt guerres qui ont changé le monde*, Perrin, 2014

Pierre Journoud et Pierre Razoux ont contribué à l'ouvrage « Le Siècle de Sang 1914-2014 – Les vingt guerres qui ont changé le monde », sous la direction d'Emmanuel Hecht et Pierre Servent, publié en coédition par les éditions Perrin et le groupe L'Express. Pierre Journoud a rédigé les chapitres consacrés aux guerres d'Indochine et du Vietnam, tandis que Pierre Razoux a rédigé celui sur la guerre Iran-Irak.



Grégory CATTANEO (dir.), *Guerre, mémoire et identité*, Nuvis, 2013

La période récente a vu la multiplication de cérémonies de commémoration dans nos sociétés occidentales. Plus que jamais, les termes de « guerre », de « mémoire » et d' « identité » nourrissent le débat public. Publié avec le soutien de l'IRSEM, cet ouvrage est l'aboutissement d'un travail collectif mené par des membres du « séminaire jeunes chercheurs » de l'IRSEM qui, chacun dans sa spécialité, (histoire, sociologie, géographie, science politique ...), apporte son éclairage sur les questions de guerre, de mémoire et d'identité.

Pour en savoir plus, www.defense.gouv.fr/irsem



Eric SANGAR, *Historical Experience : Burden or Bonus in Today's Wars ? The British Army and the German Bundeswehr in Afghanistan*, Freiburg, Rombach / Centre d'études en sciences sociales et histoire militaire de la Bundeswehr, 2014

Ce livre présente une analyse comparative des usages opérationnels d'expériences historiques par les armées britannique et allemande dans le contexte de la FIAS en Afghanistan. A l'aide d'une variété de sources, Eric Sangar trace l'influence des traditions organisationnelles sur le débat et l'application de leçons historiques. En effet, si l'armée britannique avait « oublié » ses expériences antérieures en Afghanistan lors de son déploiement à Helmand en 2006, à partir de 2009 elle s'est appuyée sur l'expérience de la contre-insurrection du retrait colonial pour améliorer l'éducation doctrinale et ainsi compenser les effets d'une culture militaire trop centrée sur l'improvisation et l'autonomie des commandants de terrain. En revanche, l'héritage difficile de la Wehrmacht a fortement limité l'usage de l'histoire par la Bundeswehr. En absence d'un débat institutionnel autour des leçons centrales de l'expérience britannique et française, la Bundeswehr a interprété l'adoption de l'approche de la contre-insurrection surtout comme un « retour » aux concepts de combat classique.

Félicitations!

Christian Mukwayanzo a été nommé Commandant de réserve dans l'armée de l'air.



Les prochaines manifestations scientifiques de l'IRSEM

◆ Table ronde "L'insécurité en Asie du Sud-Est et en mer de Chine méridionale" le 25 juin 2014, de 14h00 à 15h30

À l'occasion de la venue à Paris du professeur philippin Rommel Banlaoi, l'IRSEM organise une table ronde pour éclairer l'actualité politico-stratégique en Asie du Sud-Est, tout particulièrement la recrudescence des tensions en mer de Chine méridionale.

Avec la participation de :

Rommel Banlaoi, professeur de relations internationales au Miriam College et directeur du Center for Intelligence and National Security Studies (CINSS), Manille

Marie-Sybille de Vienne, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), directrice du Centre Asie du Sud et du Sud-Est (Ceasse), vice-présidente de l'Inalco pour les affaires internationales.

Delphine Alles, professeur de science politique à l'Université Paris Est Créteil et spécialiste de l'Asie du Sud-Est.

Pierre Journoud, chercheur à l'IRSEM et responsable du programme Asie du Sud-Est.

[Inscription et informations sur notre site](#)



Retour sur les manifestations de l'IRSEM

◆ Journée d'étude de l'US Army War College à l'IRSEM le 12 mai.

Reçue par le général Maurice de Langlois, la délégation américaine de l'United States Army War College était dirigée par le Professeur Harry A. Tomlin, chef du département de stratégie militaire et composée d'une douzaine de stagiaires, dont un venait du Département d'Etat. Côté français, l'IRSEM a bénéficié de l'expertise de l'Etat-major des armées et du Centre de Doctrine d'Emploi des Forces de l'Armée de terre.

Sur la base de présentations doubles sur l'évolution du lien transatlantique, l'avenir de la dissuasion nucléaire et les opérations, les échanges ont été nombreux et très instructifs.

◆ Séminaire *Etudes Stratégiques, les enjeux de la recherche stratégique française* le 21 mai 2014.

Le Séminaire d'études stratégiques co-organisé par l'IRSEM et la DAS s'est tenu, pour la deuxième année consécutive, le 21 mai à l'École Militaire. Ce séminaire a pour vocation de valoriser la réflexion stratégique menée par les instituts de recherche en France. Chaque année, il sollicite des experts extérieurs pour recueillir leurs analyses sur des thèmes prégnants de la réflexion stratégique. Il en ressort des travaux de qualité, structurants aussi bien pour le décideur que pour l'observateur.



Cette année le séminaire a porté sur différents thèmes d'actualité : le cyber, les questions africaines et asiatiques. La journée s'est ouverte sur un échange concernant les enjeux de la communauté française en matière de recherche stratégique.

Actualité de l'IRSEM



◆ **Colloque *Défense et sécurité : entre Conseil européen et sommet de l'OTAN* du 19 mai 2014**

Co-organisé par l'IRSEM et Egmont, Institut Royal des Relations Internationales. Entre deux rendez-vous majeurs pour la sécurité européenne (le Conseil de défense de l'UE de décembre 2013 et le sommet de l'OTAN de septembre 2014), l'IRSEM et l'Institut Royal des Relations Internationales d'EGMONT, ont fait le point sur ces questions, avec des intervenants de haut niveau.

Le Sénateur Jacques Gautier, vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a réitéré en ouverture l'idée d'un Eurogroupe de la défense. Madame Pascale Andréani, Représentante permanente de la France auprès de l'OCDE, a rappelé en conclusion que l'UE n'avait pas été conçue initialement pour la sécurité, d'où un devoir de sensibiliser les opinions publiques sur cette problématique.

Plusieurs idées fortes ont par ailleurs été exprimées : l'OTAN garde un avenir en tant qu'architecte des forces militaires alliées ; le lien transatlantique demandera plus de réciprocité ; les Européens devront trouver de nouveaux leviers pour être crédibles en matière de sécurité (développer la notion d'Eurogroupe, rejoignant le principe de coopération structurée permanente), explorer davantage la piste de la subsidiarité, instaurer une véritable politique de communication à Bruxelles.

Programme et compte rendu complet sur notre site <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/nos-evenements/colloque-ue-otan>

◆ **Colloque à Varsovie les 22 et 23 mai sur le futur de la sécurité européenne.**

Organisé par le Centre de civilisation française et d'études francophones (CCFEF) et l'Institut des Relations internationales (IRI) de l'Université de Varsovie, en partenariat avec l'IRSEM, représenté par le général Maurice de Langlois et Barbara Jankowski, ce colloque a été l'occasion pour de nombreux universitaires et institutionnels des deux pays de confronter leurs points de vue.

Une nouvelle fois, la Pologne a rappelé sa grande préoccupation vis-à-vis des événements en Ukraine et la nécessité de retenir les Américains sur le territoire européen à travers l'OTAN. Il fallait néanmoins songer sérieusement à pousser l'Europe à développer des capacités de défense pour assurer sa propre sécurité. Les Polonais reconnaissent l'intérêt de coopérer avec la France dans les domaines opérationnel, industriel et technologique, ont martelé leur intérêt de travailler sur la définition d'une future sécurité collective européenne.



Photo: Krzysztof Plebankiewicz



Nous vous rappelons les parutions récentes de l'IRSEM



Note de veille « [Etats-Unis : Défense et politique étrangère](#) » n°27, Maya Kandel

Note de recherche stratégique n°8 - [Analyse de la crise ukrainienne. Regards universitaires \(vol.2\)](#), dossier rassemblé par Frédéric Charillon, Directeur de l'IRSEM.



A signaler : deux études récemment publiées par la DAS



Etude « [Fonds d'investissement défense pour les PME et ETI de la BITD](#) », Ministère de la Défense/ DGA

Etude « [Panorama de l'emploi de la réserve opérationnelle dans la mise en œuvre des capacités des forces terrestres de nos voisins européens : cadre juridique, coûts, meilleures pratiques](#) » (avril 2014)



Retrouvez l'intégralité des autres numéros de *La Lettre* et l'actualité de l'IRSEM en ligne [sur notre site](#) et sur



LinkedIn